

## Les pays socialistes de l'Est et l'unité européenne – La tradition dans le socialisme et le socialisme dans la tradition

### I. Le fédéralisme en Europe de l'Est. La perception et la politique régionale est-européenne de l'unité socialiste (1ère partie)

### The Eastern Socialist Countries and the European Unity. The Tradition in Socialism and the Socialism in Tradition

Paul Pilisi

Volume 10, Number 2, 1979

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700944ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700944ar>

[See table of contents](#)

#### Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

#### ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

#### Cite this article

Pilisi, P. (1979). Les pays socialistes de l'Est et l'unité européenne – La tradition dans le socialisme et le socialisme dans la tradition : i. Le fédéralisme en Europe de l'Est. La perception et la politique régionale est-européenne de l'unité socialiste (1ère partie). *Études internationales*, 10(2), 351–383.  
<https://doi.org/10.7202/700944ar>

#### Article abstract

Throughout the XIX<sup>th</sup> century federalism in Eastern Europe sought to regroup small nations and states within federal structures capable of guaranteeing their collective independence in the long-term *vis-à-vis* those powers directly interested in that region of the continent.

After the First World War the federalist forces of Eastern Europe, conscious of the tragic effects of the balkanization of Central and Eastern Europe, had approached regional reconstruction in a spirit of unity. This unity, whose spirit and idea derived from a common historical experience, was taken up by the progressive forces active within the resistance during the Second World War.

Shortly thereafter, among the political forces tending to promote regional unity, the socialist and communist parties engaged in activities of major importance. From their initial perspective, the solidarity of the Eastern Countries was to lead to the establishment of federal structures without the adhesion of the Soviet Union.

LES PAYS SOCIALISTES DE L'EST  
ET L'UNITÉ EUROPÉENNE  
La tradition dans le socialisme  
et le socialisme dans la tradition

PREMIÈRE PARTIE – Le fédéralisme en Europe de l'Est.  
La perception et la politique régionale de l'unité socialiste \*

Paul PILISI \*\*

**ABSTRACT – *The Eastern Socialist Countries and the European Unity.  
The Tradition in Socialism and the Socialism in Tradition***

*Throughout the XIX<sup>th</sup> century federalism in Eastern Europe sought to regroup small nations and states within federal structures capable of guaranteeing their collective independence in the long-term vis-à-vis those powers directly interested in that region of the continent.*

*After the First World War the federalist forces of Eastern Europe, conscious of the tragic effects of the balkanization of Central and Eastern Europe, had approached regional reconstruction in a spirit of unity.*

*This unity, whose spirit and idea derived from a common historical experience, was taken up by the progressive forces active within the resistance during the Second World War.*

*Shortly thereafter, among the political forces tending to promote regional unity, the socialist and communist parties engaged in activities of major importance. From their initial perspective, the solidarity of the Eastern Countries was to lead to the establishment of federal structures without the adhesion of the Soviet Union.*

\* \* \*

## I – CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES

Dans l'appréciation de l'attitude des pays de l'Est face à l'intégration européenne<sup>1</sup>, la grande majorité des experts convient de mettre en relief la position dominante de l'URSS. En effet, seule l'Union soviétique, à travers le système établi après la Deuxième Guerre mondiale et contesté ensuite par plusieurs pays, était

\* L'étude reprend les textes complétés de deux conférences prononcées respectivement dans les cadres du Congrès annuel de l'ACFAS, le 4 mai 1976 à l'Université Laval, et du Colloque sur l'intégration européenne organisé par le ministère des Affaires extérieures du Canada, Ottawa, du 19 au 22 décembre 1978.

\*\* Professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi et professeur invité au Département de science politique de l'Université Laval.

1. Nous entendons ici le processus d'intégration en Europe occidentale.

en mesure d'influencer de façon *substantielle* l'attitude de ces pays envers le processus d'intégration européenne.

Les pays de l'Est, plus européens que communistes, avaient subi, dès la déstalinisation, le rayonnement de la force d'attraction de l'Europe communautaire. L'Europe occidentale, consciente de l'impact de son unité au sein de la Communauté européenne (C.E.) après l'apogée des conflits, est perçue par l'immense majorité de la population est-européenne comme un exemple d'unité entre Européens.

En effet, s'il n'y a pas deux Allemagnes, il n'y a pas non plus deux Europes : il n'y a que des Allemands et des Européens qui vivent sous des régimes politiques différents. Pendant le quart de siècle qui suivit la Seconde Guerre mondiale, les rapports entre les deux Europes (au moins pendant un quart de siècle, depuis la dernière guerre) se caractérisaient par une hostilité réciproque à la fois idéologique et politico-économique. Le refus de l'Occident de collaborer économiquement avec le bloc soviétique a toujours joué un rôle indicateur dans l'amélioration, ou inversement, dans la détérioration des relations entre l'Est et l'Ouest.

La décennie soixante-dix, marquée par l'idée de la coopération européenne, ouvre une période nouvelle dans les rapports entre les deux Europes. Les pays européens à l'Ouest comme à l'Est, à la recherche d'un terrain de rapprochement, insistent sur les facteurs traditionnels de rapprochement plutôt que sur ceux qui les séparent<sup>2</sup>.

Plusieurs pays de l'Est souhaiteraient donner l'exemple à l'Ouest en appuyant sur un « héritage historique » relié à la fonction d'un « pont », dès la reconnaissance *de facto* de la C.E. par l'URSS en 1962<sup>3</sup>, et se lançaient dans la « coopération danubienne ».

L'évolution des relations entre la C.E. et les pays de l'Est, et tout particulièrement celles au niveau économique et commercial, avait joué un rôle considérable. Vu l'évolution de ces relations de la période d'hostilité jusqu'au rapprochement et à la coopération, « le moment est venu de s'interroger sur l'attitude de deux Europes sur cette évolution<sup>4</sup> ».

Avant de procéder à l'analyse de l'attitude des pays de l'Est face à l'intégration européenne, il s'avère nécessaire, voire utile, de s'interroger aussi sur les attitudes antécédentes de ces peuples et États. Les expériences historiques communes, les leçons du passé, les idées et efforts comme les alliances et oppositions au niveau est-européen représentent des facteurs de référence et de continuité dans l'évolution de l'attitude de ces pays à l'égard de l'unité européenne.

Le message et la survivance de ces expériences comme la quasi-inexistence de la littérature en langue française sur celles-ci ont joué un rôle dans notre choix.

2. Cf. J. SZITA, *Perspectives for All-European Economic Co-operation*, Leyden, A. W. Sijthoff, et Budapest, Akadémia Kiadó, 1977, pp. 50-67.

3. Il s'agit de la publication des trente-deux thèses soviétiques de 1962 sur le Marché commun et de l'article de fond de Khrouchtchev dans le *Kommunist* en août 1962.

4. B. TOMSA, *La politique commerciale de la C.E.E. et les pays de l'Europe de l'Est*, Bruxelles, Éis E. Bruylant, 1977, p. 5.

En fonction de ces considérations préliminaires, notre étude est conçue comme suit :

- la première partie sera consacrée aux efforts unionistes, fédéralistes pré-socialistes en Europe de l'Est, eu égard particulièrement à la politique internationale. Elle traitera également de la politique étrangère de ces pays entre 1945 et 1948 en matière d'unité est-européenne ;
- la deuxième partie portera sur l'évolution de l'attitude des pays de l'Est face à la C.E.E., et en tenant compte des initiatives est-européennes à l'égard de la coopération régionale et européenne.

## II - INTRODUCTION

Le développement des régimes politiques des pays de l'Est, les rapports inter-étatiques, régionaux, voire les problèmes minoritaires sont tributaires des relations internationales. Alors que ces rapports avaient un caractère et une dimension européenne au XIX<sup>e</sup> siècle, après la Première et, surtout, à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, ces mêmes rapports dépassaient les limites de la dimension continentale.

Après l'effondrement de l'Autriche-Hongrie en 1918, la France et l'Angleterre victorieuses avaient étendu le système protectoral non seulement au Proche-Orient mais aussi en Europe de l'Est, en profitant du vacuum politique de la région. Le système issu du traité de Versailles des années d'après-guerre et ce, au-delà du principe wilsonien en matière des nationalités, assurait avant tout les prétentions de la France et de l'Angleterre. Ce système, qui avait même accordé à la France (traité de Neuilly de 1919) l'administration de la Thrace, « cédée » à celle-ci par la Bulgarie vaincue, avait été renforcé par un sous-système à l'échelle régionale. Ce sous-système d'alliance régionale, mis sur pied entre 1920 et 1921 entre la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie, sous les yeux bienveillants des alliés, constituera un facteur institutionnel complémentaire décisif pour l'échec du rapprochement des peuples et États concernés<sup>5</sup>.

Malgré la déclaration des principes wilsoniens, le nombre de minorités sur le continent européen avait atteint 40 millions. 25% de la population d'Europe centrale et est-européenne se trouvaient dans le statut des minorités. Les problèmes nationaux, au lieu d'être résolus, ont été simplement déplacés. L'indépendance des pays de l'Est ne sera que formelle et la politique étrangère des nouveaux États s'alignera sur la politique étrangère des puissances protectrices.

Du point de vue économique, il convient de souligner le caractère peu viable de certains pays. La Hongrie perdait presque deux-tiers de son territoire et fut placée, à partir de 1924, sous le contrôle financier de la Société des Nations

5. Voir : Ch. DANIELOU, *Le traité de Trianon*, Paris, Figuraire, 1923, pp. 10-11 et A. ULLEIN-REVICZKY, *La nature juridique des clauses territoriales du Traité de Trianon*, Éd. Pédone, Paris, 1929, p. 159 et W. JAKSCH, *Potsdam 1945 ou l'histoire d'un mensonge*, Paris, Éd. de la Table Ronde, 1966, pp. 88-91.

(S.D.N.). L'Albanie, en vertu des accords de 1926–1927, est réduite tant du point de vue politique qu'économique au niveau d'une simple colonie de l'Italie victorieuse, devenue entre-temps fasciste. Les rapports économiques et commerciaux entre vainqueurs occidentaux ne contribuaient pas au développement national bien qu'ils représentaient une partie considérable des investissements aux environs des années trente. Ainsi, en Roumanie, ces investissements avaient atteint 80% <sup>6</sup>.

Dès la stabilisation de l'économie allemande, les pays de l'Est, à quelques exceptions près, suivent d'abord économiquement ensuite politiquement le renversement des rapports de force. L'épidémie nationaliste répandue par l'Allemagne hitlérienne trouva un terrain fertile en Europe de l'Est. Après la Deuxième Guerre mondiale, les « puissances européennes », en premier lieu l'Angleterre et la France reléguées au rang de puissances secondaires, devaient laisser la décision quant à l'avenir politique de l'Europe de l'Est aux intérêts européens de deux véritables puissances non européennes : l'Union soviétique et les États-Unis <sup>7</sup>.

La naissance des « démocraties populaires », à l'exception de l'Albanie et de la Yougoslavie, n'était pas l'aboutissement de mouvements de masse sous la conduite des partis communistes, mais bien le résultat de la domination de fait de l'URSS dans cette partie du continent européen.

En outre, les solutions aux questions territoriales et minoritaires furent liées à l'évolution et à la mutation des relations internationales. Ainsi, le rattachement de la Transylvanie du Nord (point 4 du traité d'armistice) à la Roumanie fut le résultat direct de la consolidation des Fronts populaires hongrois et roumain dans ces pays respectifs. Le leader politique roumain, Petru Groza, chef du cabinet constitué en mars 1945, fit savoir aux électeurs roumains que le sort de cette partie de la Transylvanie dépendrait des résultats des élections législatives en Hongrie et en Roumanie.

Soyez des démocrates authentiques et œuvrez pour gagner la confiance de l'Union soviétique ; si vous agissez ainsi, dans vingt-quatre heures, vous recevrez la Transylvanie du Nord <sup>8</sup>.

Alors que le parti communiste hongrois n'obtenait que 17% des suffrages aux élections législatives de 1945, le Front national démocratique roumain, par contre, remportait la majorité des sièges, incluant les 68 du parti communiste roumain. Étant donné, d'une part, la lutte « vive » entre le parti des petits propriétaires indépendants, parti majoritaire, et le P.C.H. en Hongrie et, d'autre part, le succès des forces politiques du F.N.D. roumain, l'URSS accordait plus de confiance dans la consolidation du régime roumain que dans celui de la Hongrie.

6. J. MRCZEWSKI, *Planification et croissance économique des démocraties populaires*, Paris, P.U.F., 1954, vol. 1, p. 121.

7. Voir : R. CHAVRIN, *Les États socialistes européens*, Paris, Dalloz, 1975, pp. 35–36 et F. FEJTÖ, *Histoire des démocraties populaires. L'ère de Staline 1945/1952*, Paris, Seuil, 1969 (2<sup>e</sup> éd.), vol. 1, p. 20. Voir H. SEATON-WATSON, *Eastern Europe Between the Wars 1918–1941*, Cambridge, The University Press, 1945.

8. *Pravda*, le 14 mars 1945.

Quand, à la conférence ministérielle des Affaires étrangères du 7 mai 1947, le secrétaire d'État américain, F. Byrnes, proposa le rattachement d'une partie de la Transylvanie à la Hongrie, l'Union soviétique opposa son veto. Le ministre soviétique des Affaires étrangères, Molotov, signifiait alors que, d'après la « décision de Staline, la Transylvanie entière devait revenir à la Roumanie <sup>9</sup> ».

Les relations internationales et les rapports socio-culturels qu'avaient établis les peuples et États de l'Est dans le passé immédiat ou lointain, ont engendré des situations conflictuelles ou d'alliances qui ne cessent de jouer au sein même des pays socialistes <sup>10</sup>.

Pourtant, dans les pays de l'Est, il existait au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles des idées, mouvements et forces politiques à la recherche de formes étatiques susceptibles de garantir la solution des problèmes nationaux et l'indépendance de la région. Cette tendance politique, face aux nationalismes et tout particulièrement au « statonationalisme », favorisait l'application de structures fédératives comme solution globale aux problèmes politiques séculaires de cette partie de l'Europe. Cette tendance n'a été prise en considération à l'Ouest qu'après le choc de la Deuxième Guerre mondiale, quand la balkanisation de l'Europe centrale se reproduisait à l'échelle du continent européen.

L'idée européenne avait été favorisée et expérimentée en premier lieu en Europe de l'Est et non en Europe occidentale. La configuration politico-géographique, ethnique et culturelle obligeait ces peuples à vivre dans une communauté de sort historique. Quant aux disputes entre eux, il n'y avait ni vainqueur ni vaincu. Comme en 1848 durant le « Printemps des peuples », ou après les deux guerres mondiales, un même sort leur fut réservé par les puissances directement intéressées. Leur histoire politique fut une recherche constante des formes susceptibles de permettre à la fois une vie nationale à l'intérieur des formes étatiques et garantissant une indépendance vers l'extérieur. La monarchie austro-hongroise, avec ses avantages économiques et culturels surtout comme avec ses inconvénients politiques, représentait une « mini-Europe ». Les leçons de cette expérience trouvèrent un écho après la Deuxième Guerre mondiale et à l'heure de l'unité européenne. Les termes tels que « État supranational », « intégration », « Communauté économique

9. *New York Times*, le 8 mai 1946. Sur la compétition et luttes politiques : *Journal de Genève*, le 6 août 1945, cité par STELLING-MICHAUD, *Les partis politiques et la guerre*, Neuchâtel, Éd. de la Baconnière, 1945, p. 275 et R. CHARVIN, *op. cit.*, p. 76.

10. La Roumanie, alliée de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie durant la Première Guerre mondiale, changea d'alliance vers la fin de celle-ci en fonction du renversement des forces. Alliée de l'Allemagne hitlérienne dans la Deuxième Guerre mondiale, elle se range, pour les mêmes raisons, du côté soviétique. Membre de la Petite Entente entre les deux guerres avec la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, dont l'alliance se dirige essentiellement contre la Hongrie et l'Autriche, la Roumanie facilite la progression de l'armée soviétique sur son territoire contre la Hongrie révolutionnaire en 1956. En récompense, elle obtiendra le retrait des troupes soviétiques de son territoire en 1958. Durant la « coopération danubienne » entre l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie entre 1964 et 1968, la Hongrie ne considère pas la Roumanie comme un pays « danubien » mais balkanique. En 1968, la Roumanie, contrairement à 1956, refuse d'intervenir militairement dans les affaires d'un État « frère » allié d'hier.

de l'Europe centrale » (*Mitteleuropäische Wirtschaftsgemeinschaft*), « processus d'intégration sectorielle » ou approche économique de l'intégration politique ont été utilisés en Europe de l'Est dès la fin de la Première Guerre mondiale. Les Européens de l'Est, y compris les unionistes-fédéralistes communistes, considéraient toujours l'unité de cette partie du continent comme un « exemple » pour l'unité européenne. Cependant, les efforts unionistes est-européens aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles n'avaient trouvé aucun écho en Europe occidentale (car méconnus) et le devoir historique manqué de l'Occident, c'est-à-dire la réunion et la coopération des peuples de l'Europe de l'Est, sera réalisé par l'Union soviétique <sup>11</sup>.

Durant et après la Deuxième Guerre mondiale, les forces antifascistes et, en premier lieu, les leaders communistes de plus en plus en vue des mouvements, considéraient les efforts unionistes des peuples de l'Europe de l'Est comme faisant partie intégrale des « traditions progressistes » dans l'esprit internationaliste. La réaction de l'URSS, mieux renseignée que l'Occident dans ce domaine, fut l'expropriation et la mise en application de projets et efforts en fonction de ses intérêts européens. Cette expropriation se manifeste également après Prague quand les idées et objectifs de la « coopération danubienne » perdent leur signification et leur portée d'origine, pour devenir le leitmotiv de la politique européenne soviétique sous dénomination de la coopération et de la sécurité européenne.

Économiquement exploités et politiquement abandonnés par l'Occident à l'Allemagne hitlérienne, les pays de l'Est, après le deuxième conflit mondial, s'attendaient à une rectification substantielle de la politique du monde occidental sur l'avenir politique de l'Europe de l'Est. Le fait que l'Occident les ait abandonnés de nouveau au grés de l'URSS, utilisés comme cible de propagande antisoviétique, lâchés de nouveau en cas de contestation, n'ajoutait qu'à la dégradation vertigi-

11. Cf. H. C. D'ENCAUSSE, « Les conflits internationaux : la fin du mythe unitaire », *Revue française de science politique*, décembre 1968, pp. 1160-1161. L'intervention des armées du Pacte de Varsovie en 1968 en Tchécoslovaquie mettra fin non seulement à la libéralisation tchécoslovaque mais aussi à la « coopération danubienne » entre l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, s'inspirant des « traditions progressistes » entre les peuples concernés. Cette coopération a été également conçue comme « exemple » à la coopération entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest.

O. Jaszi, ministre des Nationalités dans le gouvernement républicain hongrois en 1918, résume ainsi le programme gouvernemental à cet égard : « Préparer l'unité de l'Europe entière, achever l'intégration de la civilisation européenne chrétienne par l'unité des parties de l'Europe centrale et orientale... La nouvelle forme de formation étatique est l'État supranational, la confédération libre et égale constituant » : O. JASZI, *Magyarország jövője és a Duáni Egyesült Államok (L'avenir de la Hongrie et les États-Unis danubiens)*, Budapest, Új Magyarország R.T., 1918 (2<sup>e</sup> éd.), pp. 17 et 98, et E. HANTOS, *Europäischer Zollverein und mitteleuropäische Wirtschaftsgemeinschaft*, Berlin, Mitteleuropa Verlag, 1928, p. 66, et aussi W. LIPGENS, *Europa-Föderationspläne der Widerstandsbewegungen 1940-1945*, München, R. Oldenburg Verlag, 1968, pp. 311-315. Sur l'actualité et la réévaluation des projets et mouvements unionistes, fédéralistes est-européens, voir, surtout : J. LUKASZEWSKI, « L'historiographie de l'Autriche-Hongrie : terrain de controverse « européenne » », Association des instituts d'études européennes, Genève, 1966-1967, pp. 17-22, et S. BORSODY, « Division and Reunion : Problems of Peace and Federalism in Central Europe », dans *The Central European Federalist*, New York, vol. XII, n° 2, décembre 1964, p. 2.

neuse de l'image de l'Occident dans les pays de l'Est. Malgré ceci, il existe un seul domaine où les pays de l'Est portent un intérêt direct aux relations internationales. Il s'agit du continent européen. Les effets de ces intérêts confirment l'hypothèse selon laquelle les pays de l'Est, en fonction de leur culture et de leurs traditions historiques, ont tendance à devenir plus européens que communistes<sup>12</sup>.

Historiquement, l'Europe de l'Est a participé aux grands mouvements de la civilisation occidentale et ne peut être séparée, isolée de l'autre partie. La Russie, étrangère à ces mouvements, a pu changer les régimes politiques mais non les traditions d'une civilisation.

### III – LES JALONS DU FÉDÉRALISME EN EUROPE DE L'EST

Les effets des révolutions américaine et française avaient engendré deux courants de pensée : l'une radicalement anti-idéologique, et l'autre essentiellement idéologique. Il s'agit du fédéralisme en tant qu'un nouveau type socio-politique et du nationalisme qui, d'après son postulat, vise à soumettre le prétendu citoyen à l'État national tout-puissant<sup>13</sup>.

Le résultat du concours entre ces deux courants aura des effets prévus par les fédéralistes sur l'avenir politique autant qu'économique sur l'Amérique latine et l'Europe de l'Est. Soumises aux influences constantes des puissances intéressées, ces deux parties du monde continuent de vivre dans une communauté qui dort sur les erreurs du passé. En Europe de l'Est, la leçon du passé, et les idées unionistes et fédéralistes ont gardé leur influence jusqu'à nos jours sans tenir compte du changement de régimes politiques.

La première manifestation relative au rapprochement des peuples est-européens est liée aux effets des révolutions américaine et française. Pour les « Jacobins » autrichiens, hongrois et polonais, il n'était pas seulement question de l'application des principes de liberté, égalité et fraternité, mais surtout de leur réalisation pour chaque nation de l'empire des Habsbourg. Le projet fédératif des « Jacobins » prévoyait la formation d'États autonomes pour les Slaves du Sud et du Nord comme pour les Roumains au sein de la République fédérale.

Pour chacune des nations, il faut assurer une province et une constitution politique distincte et construire entre elles une fédération<sup>14</sup>.

Malgré le fait que le programme fédéraliste et révolutionnaire n'était connu que par un nombre restreint de la noblesse et d'intellectuels, il demeure que les

12. Cf. J. LUKASZEWSKI, *Die Western in den Augen der Osteuropaer, Frankfurter Hefte*, Frankfurt, octobre 1962, et G. IONESCU, *L'avenir politique de l'Europe orientale*, Paris, S.E.D.E.I.S., 1967, p. 355 et P. HASSNER, « L'Europe de l'Est entre l'Est et l'Europe », dans *Revue française de science politique*, février 1969.

13. Cf. Marc ALEXANDRE, *Révolution américaine. Révolution européenne, Message du fédéralisme*, Lausanne, Centre de recherches européennes, 1977, pp. 93 et 94.

14. T. BARABAS, *Martinovics élete (Vie de Martinovics)*, Budapest, 1921, p. 162. Le père franciscain, I. Martinovics, conseiller à la cour impériale de Vienne et professeur aux universités de Pest et Lemberg, dirigea, entre 1790 et 1794, les cercles révolutionnaires. Il convient de souligner qu'en Europe de l'Est, dès ce moment, ces cercles avaient joué un rôle décisif dans les mouvements contestataires et révolutionnaires jusqu'à nos jours.



« Jacobins » ont les premiers lancé assez paradoxalement le principe fédératif pour la réorganisation politique de l'empire multinational.

Entre le Congrès de Vienne et les révolutions européennes de 1848, la vie politique est-européenne a été dominée par le nationalisme. Les divers nationalismes, comme leurs postulats prévisibles, poussaient les hommes d'État est-européens à chercher un terrain d'entente dans l'intérêt des peuples concernés. Leur objectif était double, à savoir : permettre à chacune des nations de mener une vie nationale, et établir entre elles les liens fédératifs. Le devoir « européen » d'une telle fédération était de barrer la route de l'expansion russe vers la Méditerranée et le continent européen. Parmi les « devoirs de l'Europe », le baron Wesselényi proposa, aux années 1840, la transformation constitutionnelle et fédérale de l'empire des Habsbourg et la formation d'un bloc germano-franco-anglais face à « l'expansion européenne de la Russie <sup>15</sup> ».

Durant les révolutions européennes de 1848, les forces fédéralistes représentant des peuples de l'empire des Habsbourg luttaient, pour des raisons de politique étrangère, en faveur de la transformation fédérale de l'empire multinational. Le Polonais Krasinski, l'Autrichien Löhner, le Croate Ostrozinski, le Slovène Kaučič, le Tchèque Palacky, le Hongrois Teleki, le Roumain Balcescu et le Serbe Garasanin avaient lutté pour l'application du principe fédératif comme solution politique à long terme aux problèmes nationaux <sup>16</sup>.

Dans la confusion révolutionnaire, les efforts unionistes ont été couronnés par la tenue d'une conférence « fédéraliste » est-européenne convoquée par le prince Czartoryski les 18 et 19 mai 1849, à Paris. Les représentants du gouvernement révolutionnaire hongrois et le prince Czartoryski proposaient le projet d'une transformation de la Hongrie en une confédération pour devenir ensuite le « noyau » d'une fédération est-européenne. La réalisation de celle-ci, dirigée avant tout contre la Russie et l'Autriche affaiblie, fut effacée par l'intervention tsariste en 1849 contre la Hongrie révolutionnaire <sup>17</sup>.

15. M. WESSELENYI (baron), (éd.), *Szózat a magyar és szláv memzetség ügyében (Manifeste pour la cause des nations hongroise et slave)*, Leipzig, 1844, pp. 41-49. Cf. M. TROCSANYI, *Wesselényi Miklós*, Budapest, Akadémia Kiadó, 1965 ; M. KUKIEL, *Czartoryski and European Unity 1770-1861*, Princeton University Press, 1955, p. 245.

16. Voir : R. WIERER, *Der Föderalismus im Donauraum*, Graz-Köln, Verlag Hermann Böhlau, 1960, pp. 33-40, et V. SEGESVARY, « A Középkéleteurópai föderáció tört nelmi hagyományairól » (Sur les traditions historiques du fédéralisme en Europe centrale et orientale), *Szemle*, Institut d'Imre Nagy, Bruxelles, octobre 1960, pp. 9-12.

17. Cf. L. TELEKI (comte), *Válogatott munkái (Œuvres choisies)*, par G. K. KEMÉNY, Budapest, 1961, Szépirodalmi, Könyvkiadó, vol. II, pp. 21-24 et P. RENOUVIN, « L'idée des États-Unis d'Europe pendant la crise de 1848 », *Actes du Congrès historique du centenaire de la révolution de 1848*, Paris, 1948, pp. 31-45, et I. HAJNAL, *A Battahány-kormány külpolitikája (La politique étrangère du gouvernement Battahany)*, Budapest, Kossuth, 1957, pp. 103-104, et H. J. RADOLESCU (éd.), *Mémoires sur l'histoire de la révolution roumaine*, Paris, 1851, p. 192, et aussi Gy. MEREL, « Über die Möglichkeiten eines Zusammenschlusses der in Ungarn lebenden Völker in den Jahren 1848-1849 », *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae* 15, Budapest, 1969, pp. 262-268. Pour les efforts diplomatiques, P. PILISI, « Einigungsbestrebungen in Südosteuropa in den Revolutions jahren 1848-49 », *Südost-Forschungen*, München, 1976, vol. XXXV, pp. 101-108.

Après les révolutions européennes, les partisans du fédéralisme est-européen considéraient que l'objectif majeur d'une fédération dans cette partie de l'Europe était de remplacer l'Autriche « affaiblie » par un grand État puissant face à l'expansion de la Russie. Le projet de la « Confédération danubienne » de L. Kossuth, entre 1852 et 1862, s'inspire du fédéralisme américain. Il comprend deux séries de préoccupations : le fédéralisme régional proprement dit et la solution aux problèmes nationaux à l'intérieur des structures fédératives. Les États participants prévus à la « Confédération danubienne » étaient la Hongrie, la Croatie, la Roumanie et la Serbie. Le projet du général G. Klapka, relié aux causes et effets de la guerre de Crimée, introduit l'idée du « fédéralisme sécuritaire » des petits peuples dirigé principalement contre l'influence de l'expansion de la Russie. Le traité hongaro-roumain de 1859, profitant des circonstances européennes, souligne la pertinence de la confédération projetée. Marx et Engels, préoccupés par l'effet immédiat de l'intervention russe lors de la révolution hongroise en 1849, la guerre de Crimée, considéraient l'expansion russe comme un « danger potentiel » pour les petits peuples est-européens comme pour le continent tout entier.

Et comme elle enserrera l'Autriche de trois côtés, au nord, à l'est et au sud, elle comptera les Habsbourg parmi ses vassaux. Autre chose encore serait possible, voire probable. La frontière occidentale de l'empire, fortement incurvée, et sans lignes naturelles nettement accusées, aurait besoin d'une rectification ; et l'on s'apercevrait que la frontière naturelle de la Russie va de Dantzig ou peut-être de Stettin à Trieste. Et aussi certainement qu'une conquête fait suite à une autre et qu'une annexion entraîne une autre, la conquête de la Turquie par la Russie ne serait que le prélude de l'annexion de la Hongrie, de la Prusse, de la Galicie, jusqu'à ce que soit réalisé cet empire slave, que certains philosophes panslavistes et fanatiques rêvent déjà<sup>18</sup>.

Il est important de souligner que le projet de la « Confédération danubienne » de Kossuth exercera une influence tout au long des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Le projet des « États-Unis danubiens » de O. Jászi en 1918, le plan de la « Communauté économique » de l'Europe centrale de E. Hantos entre les deux guerres, comme l'idée et le projet de la « Confédération danubienne » du ministre communiste I. Nagy, en 1947 et en 1956, sont étroitement liés aux idées de Kossuth.

Dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, la doctrine selon laquelle l'unité politique des peuples de l'Europe de l'Est est le seul moyen de leur assurer une vie et des structures politiques interdépendantes fut maintenue.

18. Cité par M. MOLNÁR, *Marx Engels et la politique internationale*, Paris, Éditions Gallimard, 1975, pp. 138-139. Pour les projets et efforts fédéralistes des années 1850-1860, cf. Gy MÉREI, *Föderációs tervek Délkelet Európában és a Habsburg Monarchia 1840-1918 (Projets fédératifs en Europe du Sud-Est et la monarchie de Habsbourg, 1840-1918)*, Budapest, Akadémia Kiadó, 1966, p. 66. Projet de la « Confédération danubienne » de L. KOSSUTH, dans *Kossuth Lajos iratai (Écrits de Lajos Kossuth)*, par F. KOSSUTH, Budapest, 1898, vol. VI, pp. 9-12, et B. KARDOS TALBOT, « From Kossuth's Unknown Federalist Papers », *New Central Europe*, New York, 1963, vol. I, n° 1, pp. 60-72, et G. KLAPKA, *La guerre d'Orient en 1853 et 1854 jusqu'à la fin de juillet 1855*, Bruxelles, 1855, pp. 177-178, et aussi A. V. URECHIA, *L'alliance des Roumains et des Hongrois en 1859 contre l'Autriche*, Bucaresti, 1894, pp. 7-8.

Eu égard à la politique internationale, aucune nation composante de l'Autriche-Hongrie n'a revendiqué une « indépendance ». Elles aspiraient plutôt à la transformation fédéraliste de l'État dualiste. À la veille du compromis austro-hongrois de 1867, les discours et débats aux parlements illustrent fort bien cet état d'esprit. Les parlementaires étaient conscients que les petites nations, ayant seulement quelques millions d'âmes,

ne seront pas capables de se tenir entre les géants qui les entourent. Commune est la gloire, la liberté et la servitude. Ne l'oublions jamais <sup>19</sup>.

Le compromis austro-hongrois de 1867 et son aboutissement ont été liés à la politique internationale. L'avenir politique de l'Europe centrale et orientale, d'après les hypothèses des réalisateurs du compromis, dépendait de la réalisation des possibilités suivantes :

1. l'union de l'Empire des Habsbourg avec les autres États allemands ;
2. la séparation complète de l'Autriche de ces mêmes États ;
3. l'union de l'Autriche avec la Hongrie par compromis.

La première possibilité aurait pour résultat non désirable la formation d'un empire ayant plus de 70 millions d'habitants, susceptible de provoquer tôt ou tard les effets néfastes sur l'équilibre européen. La seconde, non désirable non plus, aboutirait à l'affaiblissement de l'Autriche en facilitant la politique expansionniste de la Russie vers l'Europe. La troisième possibilité, comme solution réaliste et « réalisable dans l'immédiat », reste compatible avec les « intérêts européens ». Plusieurs réalisateurs du compromis austro-hongrois, comme le baron Eötvös, étaient persuadés que de l'avenir politique de la région et de celui de l'Europe en dépendront des solutions aux problèmes nationaux. Partisan de l'application progressive du principe fédératif, il exhorta les petits peuples à se réunir pour pouvoir défendre leurs intérêts communs face aux puissances voisines.

Jetons notre regard partout en Europe, nous y trouvons de grands États formés par de grandes nations. Chez nous, une ambition pareille est impossible. Les rapports ethnographiques, dans cette partie de l'Europe, ne nous permettent pas la création d'un grand État, composé uniquement d'une seule nation. Mais à cause de cela, la formation d'un grand État est-elle moins nécessaire ? Pour que leur patrie ne devienne le champ de bataille pour leurs puissants voisins et qu'eux-mêmes ne soient les victimes des ambitions expansionnistes de ces mêmes voisins, où les petits peuples, qui habitent cette région, peuvent-ils chercher leur sécurité sinon dans la formation d'un puissant grand État ? <sup>20</sup>

19. Cité par Gy. SZABAD, *Forradalom és kiegyezés választóján, 1860–1861 (Sur la voie de la révolution et du compromis, 1860–1861)*, Budapest, Akademia Kiadó, 1967, p. 552.

20. J. EÖTVÖS (baron) (éd.), *A nemzetiségi kérdés (La question nationale)*, Pest, 1865, p. 34. Sur la pertinence de l'établissement d'un puissant grand État entre la Russie et d'une Allemagne unifiée, jugé « inévitable », comme sur l'intérêt européen, cf. J. EÖTVÖS (Freiherr von) (éd.), *Die Sonderstellung Ungarns vom Standpunkte der Einheit Deutschlands*, Leipzig, 1860 et *Die Garantien der Macht und Einheit Österreichs*, Leipzig, 1859. Des idées similaires à celles d'Eötvös, au sujet de l'application progressive du principe fédératif, ont été soulevées par le ministre autrichien Belcredi. Cf. A. Z. KÖNIGSDORF, « Belcredis Versuche einer Föderalisierung der Donaumonarchie 1865–1867 », *Ungarn Jahrbuch*, München, 1969, vol. 1, pp. 99–138.

Malgré l'évolution économique et culturelle sans précédent de l'Autriche-Hongrie, le tournant du siècle sera marqué par des problèmes nationaux. Cependant, la transformation de l'Autriche-Hongrie en un État fédératif s'inscrivait dans les projets et efforts soutenus dès le début de ce siècle. Le message du fédéralisme et de ses précurseurs est devenu actualité politique. Durant la Première Guerre mondiale, l'Autriche-Hongrie avait gardé son unité politique et « l'écrasante majorité de la population » travaillait pour atteindre ces objectifs divers dans le « cadre existant <sup>21</sup> ».

Parmi les projets et efforts en vue de transformer l'Autriche-Hongrie en une fédération, celui des « États-Unis danubiens » du ministre hongrois des Nationalités, O. Jászi, est né de la conviction que « l'intérêt européen » exige cette transformation. À la place du dualisme austro-hongrois, il propose l'établissement d'un « État supranational », modèle pour l'unité européenne. D'après son projet, l'existence d'un État fort entre l'Allemagne et la Russie est inséparable de l'avenir politique du continent européen.

Il est dans l'intérêt majeur de l'Europe occidentale que les peuples, qui sont les maîtres de la richesse économique et culturelle de la région danubienne et du Balkan, ne deviennent les satellites ni de la Russie, ni de l'Allemagne <sup>22</sup>. Le projet des États-Unis danubiens sert cette idée par excellence. Un État autonome et allié entrera ainsi dans la famille des peuples en ayant une culture européenne. Par son organisation rétatique, démocratique et fédérale, il constituera en tant que continuateur et réalisateur du progrès européen, un gardien à la paix et à la liberté de l'Europe <sup>23</sup>.

21. Cf. J. LUKASZEWSKI, « L'historiographie de l'Autriche-Hongrie : terrain de controverse « européenne » », *op. cit.*, pp. 486-487.

22. L'italique est de l'auteur.

23. O. JÁSZI, *Magyarország jövője es a Duani Egyesült Államok (L'avenir de la Hongrie et les États-Unis danubiens)*, Budapest, Új Magyarország, R.T., 1918 (2<sup>e</sup> éd.), pp. 76-77. Pour les autres projets et efforts fédéralistes, cf. K. RENNER, *Grundlagen und Entwicklungsziele der Österreichischen-Ungarischen Monarchie*, Wien-Leipzig, V. W. Braumüller, 1906, et A. POPOVICI, *Die Vereinigten Staaten von Gross-Österreich*, Leipzig, V. W. Braumüller, 1906, et Z. KERNER, « Az európai államok szövetsége » (« La fédération des États européens », dans *Huszadik Század*, Budapest, juillet-décembre 1913).

En 1918, le ministre hongrois, Jászi, poursuit ses pourparlers avec les représentants roumains, yougoslaves et slovaques, en vue d'établir les États-Unis danubiens. Le fédéraliste slovaque, M. Hodza, fit savoir à Jászi que E. Beneš s'oppose à toute idée de fédéralisme. « Sur base de l'expérience de la confédération danubienne, pour nous autres, le projet est inacceptable. Nous n'abandonnons pas notre souveraineté politique et économique, quelles que soient les circonstances. » E. BENEŠ, *Problémy nové Evropy a zakranicni Československa (Les problèmes de l'Europe nouvelle et la politique extérieure de la Tchécoslovaquie)*, Praha, 1924, p. 4, voir M. HODZA, *Federalism in Central Europe. Reflexions and Reminiscences*, London, Yarrols, 1942. En appuyant sur le memorandum du 3 novembre 1918, signé par les intellectuels, notamment par G. Lukács et B. Bartók, en faveur d'une fédération, les propositions de Jászi ont été également rejetées par le Comité national roumain. Cf. O. JÁSZI, *Visszaemlékezés a román nemzeti komitéval folytatott aradi tárgyalásaimra (Mémoires au sujet de mes entretiens avec le Comité national roumain à Arad)*, Kolozsvár, 1921, p. 12.

Les fédéralistes de l'Autriche-Hongrie considéraient que la transformation fédéraliste de l'Empire dualiste et son maintien représentent des « exigences préalables »

Face à la politique des puissances victorieuses, dont celles-ci ignoraient le premier mot de l'histoire, de l'ethnographie des peuples est-européens, les hommes d'État, intellectuels, et surtout les partis sociaux-démocrates, poursuivaient les dernières tentatives dans l'espoir de refaire l'unité politique de la région. Cette politique sera reprise par les partis communistes naissants en Europe de l'Est et tout particulièrement par le premier État socialiste européen, la République des Conseils de Hongrie. Ce premier État socialiste, pendant 133 jours d'existence, en 1919, poursuit une politique étrangère en vue d'établir la « République fédérale des Conseils de Hongrie » par le concours des communistes hongrois, slovaques, roumains, croates, slovènes, allemands et ruthènes.

Cette première expérience socialiste en Europe de l'Est représente une référence constante pour les partis communistes concernés. Les noyaux des partis communistes est-européens, composés de prisonniers de guerre, se constituent en mai 1918 en Russie, regroupés dans la « Fédération des groupes étrangers » du parti communiste soviétique. Leur programme, adopté et approuvé en février 1918 par Lénine, vise à reconstruire la monarchie austro-hongroise en une fédération socialiste regroupant ces peuples. Le message de Lénine et de Sveldov<sup>24</sup> aux peuples de l'Autriche-Hongrie, le 3 novembre 1918, recommande sans équivoque l'application socialiste du principe fédératif.

Notre conviction est que les ouvriers, militaires et paysans allemands, tchèques, croates, hongrois et slovènes reprendront le pouvoir et achèveront l'œuvre de libération nationale et établiront la *fédération*<sup>25</sup> fraternelle des peuples libres<sup>26</sup>.

---

pour la réalisation des « États-Unis d'Europe », P. AGOSTON, *A mi útjaink (Nos directions)*, Nagyvárad, Nagyváradí Társadalom-tudományi Tarsaság, 1916, p. 153.

24. Le texte de ce message ne fut publié qu'après la mort de Staline qui, d'ailleurs, fit exécuter le président de la République des Conseils de Hongrie de 1919, Béla Kun, pour « déviationnisme ». Béla Kun, conformément au programme des partis communistes est-européens, lança un premier appel au prolétariat d'Autriche, le 20 mai 1919, pour réaliser la fédération socialiste. « À chaque instant, nous sommes prêts à constituer un État fédératif et unifié avec le prolétariat d'Autriche », *Népszava*, Budapest, le 21 mai 1919.
25. L'italique est de l'auteur.
26. *Dokumentumok a magyar párttörténelmi tanulmányozásához (Documents pour l'étude de l'histoire du parti communiste hongrois)*, Budapest, Párttörténelmi Intézet, 1955, vol. II, p. 60. Sur l'engagement des partis sociaux-démocrates autrichien, hongrois, roumain et tchécoslovaque, cf. *Volkstimme*, le 1<sup>er</sup> mai 1918, *Népszava*, le 21 mai 1919, *Revolutia Sociala*, le 12 juin 1919, et *Socialni Demokrat*, le 11 avril 1919 et *Vörös Ujság*, le 25 décembre 1918.

Sur le rôle de Béla Kun quant à la reconstruction fédéraliste-socialiste de l'Autriche-Hongrie : E. BETTELHEIM (éd.), *A Kommunistak Magyarországi Partijának Uálságához. Kun Béla szerepe (Contributions à la crise du parti des communistes de Hongrie. Le rôle de Béla Kun)*, Wien, 1922, pp. 11-12.

Sur le fédéralisme de la République des Conseils de Hongrie en 1919, cf. L. KÖVÁGÓ, « Allamszövetségi tervek a tanácsköztársaság idején » (« Projets de la fédération à l'époque de la République des Conseils »), Budapest, *Történelmi Szemle*, 1960, nos 3-4, p. 303. Qu'il nous soit permis de mentionner notre étude à ce sujet : P. PILISI, « The Federalism of the Hungarian Republic in 1918-1919 », *Documentation sur l'Europe centrale*, Louvain, 1978, vol. XVI, n° 1, pp. 24-35.

La littérature marxiste des pays de l'Est, à l'exception de la Roumanie, considère la dictature du prolétariat de 1919 comme le successeur de la « Confédération danubienne » et de la « collaboration fraternelle » des peuples de l'Europe de l'Est. Il est également utile de souligner qu'un nombre important des leaders communistes des pays de l'Est et surtout les vétérans tels que Tito et le défunt G. Lukacs (ministre en 1919 et en 1956) et I. Nagy considéraient ce programme comme pertinent et réalisable au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale<sup>27</sup>.

À la suite de l'échec de cette tentative de mise en application du principe fédératif par le premier État socialiste européen, le traité de Trianon consacre l'automatisation de l'Europe de l'Est. Le président américain, W. Wilson, qui confondait constamment « Slovaques » et « Slovènes » tout comme la prodigieuse ignorance de Clémenceau et de Lloyd George, avaient décidé du sort de l'Europe de l'Est. Les délégations, telle la délégation slovaque, venues à l'époque à Paris pour présenter leurs demandes à la Conférence de la Paix, étaient expulsées de force par la police française. La délégation hongroise, dès son arrivée à Neuilly le 7 janvier 1920, fut placée sous surveillance policière et enfermée au Château de Madrid avec interdiction d'en sortir.

Les responsables occidentaux n'avaient même pas pris la peine de connaître l'existence d'une orientation fédéraliste en Europe de l'Est. Par leur méconnaissance de l'Europe centrale et orientale, les représentants des puissances victorieuses avaient détruit le dernier espoir d'une solution sur l'avenir politique de l'Europe de l'Est. Le rôle européen de l'Autriche-Hongrie, l'impossibilité de sa transformation en une fédération comme les idées et projets reliés à celle-ci, le problème de l'intégration et de la désintégration de l'Europe de l'Est, à la lumière des leçons historiques vécues représentent une utilité certaine pour la construction européenne en cours<sup>28</sup>.

Entre les deux guerres, il existait en Europe de l'Est des efforts unionistes reliés aux leçons de l'expérience politico-historique commune. Étant donné que les relations entre États n'étaient pas favorables à un rapprochement entre gouvernements, en fonction de l'unité régionale, les initiatives privées n'avaient pas

27. Confronter la contribution des auteurs marxistes autrichiens, yougoslaves, slovaques et hongrois avec les écrits des auteurs marxistes roumains : D. NEMES, *A Magyar Tanácsköztársaság történelmi jelentősége (La signification historique de la République des Conseils de Hongrie)*, Budapest, Párttörtöneti Intézet, 1960, pp. 48-72, et *Desavirsirea unificarii statului national roman, Unirea Transilvaniei cu vechea Romanie (L'accomplissement de l'unité de l'État roumain national. La fusion de la Transylvanie avec l'ancienne Roumanie)*, Bucaresti, Dacia, 1968, pp. 455-457 et N. CAUCESCU, *Romania desavirsirii constructiei socialiste (La Roumanie sur la voie de l'accomplissement socialiste)*, Bucaresti, Dacia, 1968, pp. 467-470. Sur le fédéralisme du leader communiste I. Nagy, voir B. KIRALY, « Imre Nagy's Road to Federalism », *The Central European Federalist*, New York, juillet 1964.

28. L'ancien ambassadeur américain à Vienne, le professeur R. A. Kann, après le choc de la Deuxième Guerre mondiale, examine les projets fédéralistes au sein de l'Autriche-Hongrie du point de vue européen. Cf. R. A. KANN, *The Multinational Empire : Nationalism and National Reform in the Habsburg Monarchy ; 1848-1918*, New York, Octave Books, 1964, pp. 142-147.

d'envergure pour exercer des pressions efficaces sur les gouvernements respectifs. Cependant, le « Mouvement Paneuropa » de R. Coudenhove-Kalergi va jouer un rôle particulièrement efficace dans le processus d'intégration en Europe occidentale sous la forme du « Mouvement européen ».

En outre, les traités de Versailles n'ont pas permis, dans les faits, aux petits États est-européens de mener une politique étrangère qui leur soit propre. Elle leur fut imposée à tour de rôle par leurs « protecteurs ». Les relations internationales entre les pays de l'Est se caractérisaient par le manque d'intérêt commun et par des prétentions démesurées. Tandis que ces petits États, sous les yeux bienveillants des puissances « protectrices », se disputaient entre eux, les deux grandes puissances directement intéressées, à savoir l'Allemagne et l'URSS, se disputaient l'ensemble des pays de l'Est.

Dans l'appréciation de ces efforts unionistes, il est évident que leur manque de réussite les limite à des tentatives et par conséquent leur signification ne peut être exagérée. Tout comme dans le passé, leur échec avait été lié à la configuration politique internationale. C'est aussi pourquoi les révolutions est-européennes n'avaient pas de lendemain. Mais au sein des forces révolutionnaires, réformistes, des hommes nouveaux surgissent, luttant pour les « grands espaces de liberté » pour tous.

La révolution, pour quoi faire ? Mais précisément pour susciter, au sein d'une société minée par ses contradictions, d'une civilisation atteinte par une maladie mortelle, ces grands espaces de liberté où puisse se réaliser, toujours dans le déchaînement, la conjoncture créatrice de principes neufs et d'hommes nouveaux<sup>29</sup>.

Après la Première Guerre mondiale, chacun des États de l'Est, sans aucune exception, s'engageait sur la voie du nationalisme. En effet, ce n'était pas du nationalisme sain, respectant l'interdépendance économique, tant politique que culturelle de la région, mais bien un « statonationalisme ». Ainsi, les projets et efforts unionistes, fédéralistes, seront axés davantage sur l'approche économique et culturelle des objectifs politiques. Parmi les projets, celui de E. Hantos, durant la décennie vingt et au début des années trente, représente une approche économique originale de l'unité de l'Europe centrale et orientale. Dès 1923, il élabore la théorie du « processus d'intégration sectorielle » (proche de la théorie fonctionnaliste sur l'intégration européenne), en vue de promouvoir l'établissement de la « Communauté économique de l'Europe centrale »/*Mittleeuropäische Wirtschaftsgemeinschaft*, modèle pour l'intégration européenne.

L'activité des forces progressistes, unionistes est-européennes se cristallise à la veille de la montée du fascisme en Allemagne à travers des initiatives concrètes, destinés de réaliser les objectifs.

Les représentants autrichiens, parmi lesquels Coudenhove-Kalergi, dont l'activité est avant-gardiste à tout égard, hongrois, tchécoslovaques, polonais, roumains

29. M. ALEXANDRE, *Révolution américaine. Révolution européenne. Message du fédéralisme*, op. cit., p. 63.

et yougoslave du Mouvement paneuropéen décident de former en 1930 un « Comité permanent pour le rapprochement et la coopération ». L'objectif n'était pas seulement de promouvoir le processus d'unification de l'Europe centrale et orientale, mais aussi de créer cette condition nécessaire à l'intégration du continent européen. Le programme européen, rédigé par le président de ce Comité permanent, Paul de Auer, témoigne de l'engagement est-européen pour l'avenir politique du continent.

Il nous importe de voir clair ; si l'Europe ne s'organise pas, si l'économie européenne ne se rationalise pas et si nous n'abolissons pas les frontières douanières, ...l'Europe s'appauvrira et deviendra une colonie des États-Unis. En cas d'une nouvelle guerre, l'invasion du continent européen par la Russie soviétique menace le continent... Il faut que nous supprimions l'anarchie européenne et nous consacrons à la réalisation des États-Unis d'Europe <sup>30</sup>.

À la suite de l'initiative du « Comité permanent », telles que la conférence agraire de Bucarest (juin 1930), la conférence de Varsovie (août 1931) et la signature du traité d'amitié austro-hongrois (septembre 1932), la reconstruction d'une nouvelle Europe centrale et orientale fait l'objet de premières démarches positives. Les efforts des partisans de l'unité régionale et européenne avaient joué un rôle considérable dans le démarrage du processus, aussitôt bloqué par l'Allemagne hitlérienne. À la veille de la reprise du pouvoir par Hitler en Allemagne, E. Hantos, dans un mémorandum adressé à la S.D.N., invite l'organisme à intervenir dans l'accélération du processus d'intégration en Europe centrale et orientale <sup>31</sup>.

30. P. AUER (de), *Briand Paneurópa Memoranduma és Magyarország érdekei (Le mémorandum paneuropéen de Briand et les intérêts de la Hongrie)*, Budapest, Páneurópa Unió, 1930, p. 3. Voir : H. BRUGMANS, *L'idée européenne 1920-1970*, Bruges, De Tempel, 1970, pp. 57-73, et aussi : K. MORISOSUKE et alii, « Coudenhove-Kalergi : le pionnier de l'Europe unie », *Centre de recherches européennes*, IV, Lausanne, 1971, p. 128. Sur les projets et mouvements fédéralistes en Europe de l'Est entre les deux guerres : J. KÜHL, *Föderationspläne im Donaauraum und in Ostmitteleuropa*, pp. 51-58.

Les ouvrages de E. Hantos avaient été publiés, à quelques exceptions près, en langue allemande. Sur le processus d'intégration sectorielle en Europe de l'Est : E. HANTOS, *Der Weg zum neuen Mitteleuropa*, Berlin, Mitteleuropa Verlag, 1933, pp. 90-94. Sur la « Communauté économique » et l'union douanière européenne : E. HANTOS, *Europäischer Zollverein und mitteleuropäische Wirtschaftsgemeinschaft*, Berlin, Mitteleuropa Verlag, 1928, pp. 50-66.

Pour l'approche économique de l'intégration politique en Europe centrale et orientale : E. HANTOS, *Denkschrift über die Wirtschaftskrise in den Donaustaaten (Österreich, Ungarn, Tschekoslowakei, Rumänien, Jugoslawien und Bulgarien)*, Wien, Mitteleuropa Institut, 1933, pp. 7-21. Projet sur l'intégration du secteur agraire : E. HANTOS, *Das Mitteleuropäische Agrarproblem und Seine Lösung*, Berlin, Mitteleuropa Verlag, 1932, p. 92. Sur l'intégration de la circulation fluviale : E. HANTOS, *Mitteleuropäische Wasserstrassenpolitik*, Wien-Leipzig, Verlag Wilhelm Braumüller, 1929, p. 194. Au sujet de l'intégration culturelle : E. HANTOS, « Institutions de l'Europe centrale pour le rapprochement culturel et économique », *Revue de Hongrie*, 1928, Budapest, n° 12. En matière d'intégration des chemins de fer : E. HANTOS, *Mitteleuropäische Eisenbahnpolitik*, Wien, Verlag Wilhelm Braumüller, 1929, et sur la nécessité de l'intégration du service postal : E. HANTOS, *Mitteleuropäische Postverein*, Wien, Verlag Wilhelm Braumüller, 1929.

31. Cf. *Neue Zürcher Zeitung*, le 23 septembre 1932.



Après la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne de 1933, les hommes et les mouvements engagés pour l'unité de l'Europe de l'Est seront progressivement éliminés. La raison d'être de ces idées, projets et efforts, était du reste fondée sur l'idéal d'une possibilité de progrès socio-économique autant que politique lié aux leçons et expériences communes du passé.

Pendant et après la Deuxième Guerre mondiale, les forces antifascistes est-européennes, et tout particulièrement les partis communistes, se déclarent être les héritiers de cette « tradition progressiste ». Les retombées tragiques des deux guerres mondiales, particulièrement éprouvantes pour les pays de l'Est, les leçons univoques qui ressortent des disputes tragiques au profit des puissances étrangères, avaient grandement contribué à la renaissance d'une conscience du sort collectif dans cette partie du continent européen. Si les forces politiques, dans chacun des pays, n'étaient pas d'accord sur la politique intérieure à suivre, un consensus général avait été acquis quant à l'avenir collectif de la région.

Ensemble avec les nations voisines nous voulons nous intégrer dans la vie de l'Europe nouvelle. Ce n'est pas une nécessité passagère, mais des forces historiques, géographiques et économiques l'exigent. Nous n'avons pas encore une idée établie à l'égard de la forme de ce fédéralisme. Nous sommes les partisans sincères de l'établissement d'une union politique serrée. Les peuples danubiens, par le maintien et l'assurance de leurs culture, langue, mœurs et arts, établiront leur fédéralisme <sup>32</sup>.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les forces antifascistes de l'Europe de l'Est, réunies au sein de « l'Union internationale paysanne », se sont préoccupées de la réorganisation économique et politique de la région. Le *Danubian Club*, formé à Londres en 1943 par le Comité de l'Europe du Sud-Est de la section de *Fabian Society*, dispose déjà d'un programme clair au sujet de l'Unité. Ce mouvement fédéraliste, dirigé par les membres du gouvernement polonais en exil, vise à établir un « exemple de l'unité d'Europe ».

Eu égard aux problèmes socio-économiques, voire linguistiques et religieux, les forces politiques antifascistes étaient d'accord sur la nécessité d'établir une vaste confédération de l'Europe de l'Est et du Sud-Est par la participation des États suivants : Albanie, Bulgarie, Grèce, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie. Les représentants des gouvernements en exil et les forces antifascistes étaient également prêts à se prononcer en faveur de l'établissement de « confédérations régionales » si une vaste confédération n'était pas réalisable dans l'immédiat <sup>33</sup>.

32. *Magyar Szemle*, le 19 novembre 1944 (journal antifasciste paru dans la clandestinité).

33. Cf. W. LIPGENS, *Europa-Föderationspläne der Widerstandsbewegungen 1940-1945*, München, R. Oldenburg Verlag, 1968, pp. 311-335, et P. S. WANDYCZ, « Recent Traditions of the Quest for Unity : Attempted Polish Czechoslovak and Yugoslav-Bulgarian Confederations 1940-1948 », dans *The People's Democracies after Prague* (J. LUKASZEWSKI, éd.), Bruges, De Tempel, 1970, pp. 64ss, et aussi K. DERECSEY, « Konföderációs törekvések a Masolik Világháboru alatt » (« Efforts fédéralistes pendant la Deuxième Guerre mondiale »), *Uj Magyar Ut*, Munich, novembre-décembre 1951, p. 30, et J. THIM, « Magyarország és a balkáni konföderációk » (« La Hongrie et les projets de fédérations

Durant la guerre et l'après-guerre, il était plus réaliste de souscrire à l'idée d'une formation de confédérations régionales en appuyant sur des relations directes entre pays voisins. Ainsi, la Pologne et la Tchécoslovaquie envisageaient la formation d'une confédération régionale, tandis que la Hongrie favorisait la promotion de la « Confédération danubienne », la Bulgarie et la Yougoslavie, pour leur part, avançant l'idée et le projet de la « Confédération balkanique ». Aux yeux des leaders communistes des pays concernés, l'URSS apparaissait comme une « grande puissance libératrice » permettant enfin à ces petits États de se regrouper dans l'esprit de « l'internationalisme socialiste ».

Ayant connaissance des idées et projets, la presse officielle comme l'activité diplomatique des pays concernés témoignent, dans la période d'après-guerre, d'un engagement de plus en plus accentué envers la confédération est-européenne. Ainsi, le quotidien officiel du Comité central du parti communiste hongrois (parti des travailleurs de Hongrie à l'époque) n'hésite pas à résumer l'objectif de ces efforts fédéralistes dans un article de fond : « Une nouvelle grande puissance ».

De la mer du Nord à l'Adriatique et à la mer Noire, la nouvelle démocratie progresse. Dans sept (7) pays, presque 90 millions d'âmes habitent cette partie de l'Europe. Ces pays, du point de vue production agricole, occupent de nos jours la deuxième place de l'Europe et l'ensemble de leur production industrielle leur réserve la troisième place. Parmi les démocraties populaires, deux ou trois ans après la libération, il ne s'agit plus seulement d'une question de rapprochement, mais de bien plus que cela...<sup>34</sup>

Le secrétaire d'État, Ivan Boldizsár, précise que la coopération fraternelle et « institutionnelle » des petits pays de l'Europe de l'Est devrait éviter « l'adhésion des grandes puissances », car la force économique et politique d'une grande puissance détruirait inévitablement « l'esprit démocratique et l'égalité de droit » de la coopération. Pour le secrétaire d'État, la coopération des peuples doit commencer par la réorganisation économique de la région.

La base de la patrie commune est l'économie. À bas les barrières douanières ! La confédération souhaitée existe en théorie. En premier lieu, il faut établir des sociétés d'actions communes avec les peuples danubiens et les lois de l'économie politique vont développer le système et faciliter l'union. Soyons le levain de la patrie danubienne<sup>35</sup>.

balkaniques »), *Külügyi Szemle*, Budapest, janvier 1942, pp. 46-53 et L. LAJTOR, *Kossuth dunai konföderációs terve és előzményei (Le projet de la « Confédération danubienne » de Kossuth et les antécédents)*, Budapest, Cserépfalvi, 1944, pp. 78-79.

34. M. GIMES, « Új nagyhatalom » (« Une nouvelle grande puissance »), *Szabad Nép.*, le 7 décembre 1947.

35. I. BODIZSAR, *Röpirat a magyar békéről és közös hazánkról a Dunavölgyéről (Manifeste sur la paix hongroise et de notre patrie commune : la vallée danubienne)*, Budapest, Új Magyarország, 1946, pp. 83-84. Au sujet de l'élimination des grandes puissances de la vallée danubienne, cf. I. BOLDIZSAR, « Egy dunavölgyi egyesmény európai értelme » (« Le sens européen d'un traité danubien »), *Új Magyarország*, le 25 octobre 1947.

Dans ces perspectives, la diplomatie centrale européenne poursuit des efforts considérables pour déterminer le contenu et les formes de l'union.

#### IV – LA QUESTION DE L'UNITÉ SOCIALISTE ET LES RELATIONS ENTRE PARTIS ET GOUVERNEMENTS EST-EUROPÉENS : 1944–1948

Dès 1945, tous les partis politiques est-européens et les gouvernements reconnaissent que le développement du processus d'industrialisation et de réorganisation de la vie économique exigera l'harmonisation et la division internationale du travail. Les partis communistes partagent la conviction selon laquelle la victoire de l'Armée rouge « ouvre la perspective d'une réconciliation définitive pour tous les peuples de la vallée du Danube <sup>36</sup> ».

Au niveau des partis politiques, les partis sociaux-démocrates est-européens seront parmi les premiers à prendre l'initiative. Leurs délégués se sont réunis en décembre 1946 à Prague afin de coordonner les moyens, les objectifs et les solutions qui découlent d'une future coopération. Suite à cette réunion, le parti social-démocrate hongrois organise une conférence sociale-démocrate « danubienne » entre les 17 et 20 mai 1947 à Budapest. La conférence sociale-démocrate danubienne, avec la participation des représentants de l'Autriche, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie, s'occupe de trois domaines de la coopération en tenant compte des facteurs et objectifs suivants :

- la coopération économique des États concernés ;
- la préparation et la mise en application des traités culturels ;
- l'approfondissement des liens politiques des pays en fonction des efforts unionistes.

Les autres partis politiques, tels que les partis agraires, importants en Bulgarie, en Pologne, en Hongrie et en Roumanie et, bien entendu, les partis communistes, membres des gouvernements de coalition, avaient partagé ces mêmes principes de coopération. Dans l'application des principes, il convient de distinguer entre deux phases au niveau du procédé et du processus :

- première phase de 1944–1946 : établissement des contacts et coopération entre les partis politiques des Fronts nationaux devenus partis gouvernementaux, et l'élargissement de ces contacts à l'échelle est-européenne ;
- deuxième phase de 1946–1948 : début et intensification des traités de coopération entre pays en vue de construire un système de coopération susceptible de conditionner, sur une base économique et culturelle, la réalisation des confédérations régionales.

36. Cf. D. CSATÁRI, *Dans la tourmente. Les relations hungaro-roumaines de 1940 à 1945*, Budapest, Akadémia Kiadó, 1974, p. 379.

Entre 1945 et 1948, la diplomatie est-européenne poursuit une activité fiévreuse à l'égard de la coopération régionale. « Une immense activité diplomatique régnait dans les capitales de l'Est et particulièrement à Belgrade <sup>37</sup>. »

À l'occasion des pourparlers austro-hongrois au mois d'octobre 1946 à Vienne, les représentants des gouvernements hongrois et autrichien étudiaient les modalités d'établissement de l'union douanière entre l'Autriche et la Hongrie. Le traité yougoslavo-albanais du 9 juillet 1946 prévoyait également l'union douanière entre les deux États. Les pays de l'Europe de l'Est, ayant conscience de leur interdépendance économique, commencent à réaliser le système d'une coopération régionale

sans la participation des grandes puissances. Les partis politiques et les gouvernements respectifs reconnaissent que le développement du processus d'industrialisation et de réorganisation de la vie économique dans les nouvelles circonstances exige l'harmonisation et la « division internationale du travail » <sup>38</sup>.

L'action des partis politiques et des gouvernements des pays de l'Est se caractérise, du point de vue politique, par le fait qu'aucun d'entre eux n'a envisagé la participation formelle de l'Union soviétique. À cet égard, le secrétaire général du parti organisateur de la conférence sociale-démocrate danubienne, vice-premier ministre hongrois, déclare à l'ouverture de la conférence la volonté ferme des socialistes est-européens de sauvegarder la démocratie dans la coopération. « La démocratie danubienne ne peut être réalisée que par la coopération des pays intéressés <sup>39</sup>. »

Entre 1945 et 1948, presque tous les pays de l'Europe de l'Est avaient signé des traités d'alliance et de coopération pour constituer un véritable système de traités.

La Hongrie et la Yougoslavie concluent, le 6 août 1947, un traité de cinq ans concernant une coopération culturelle. En janvier 1948, la Hongrie signe un traité de coopération similaire avec la Roumanie pour intensifier et pour élargir l'activité de l'Association roumano-hongroise, créée en 1945 par les gouvernements des deux pays. L'importance de ces traités de coopération culturelle est primordiale étant donné l'existence des minorités dans les pays impliqués.

En vertu du traité de coopération hungaro-yougoslave, signé en décembre 1947, la Hongrie et la Yougoslavie s'engagent solennellement à élargir la coopération politique et culturelle des deux pays. À l'occasion de la signature du traité, le maréchal Tito déclare, à Budapest, que ce traité « aura un effet considérable sur l'avenir du développement des relations économiques des deux pays ». En

37. F. FEJTŐ, *Histoire des démocraties populaires. L'ère de Staline 1945/1952*, Paris, Éditions du Seuil, 1972 (3<sup>e</sup> éd.), vol. I, p. 198.

38. Cf. T. I. BEREND, « A közép és kelet-európai gazdasági integráció kérdéséhez » (« Au sujet de l'intégration économique de l'Europe centrale et orientale »), *Közgazdasági Szemle*, Budapest, mai 1968, pp. 554-555. La déclaration ministérielle sur l'union douanière austro-hongroise, *Magyar Szemle*, le 17 octobre 1946.

39. *Népszava*, le 17 mai 1947 et *Magyar Szemle*, le 1<sup>er</sup> juin 1947.

même temps, la Hongrie signe un traité similaire avec la Tchécoslovaquie. Le chef de la délégation hongroise, I. Vajda, ancien collaborateur de Lénine, déclare à Prague :

Notre idée est que, parmi les démocraties populaires de l'Europe de l'Est, un système économique cohérent peut exister et se développer grâce à des traités économiques <sup>40</sup>.

La presse est-européenne commente largement l'activité diplomatique « collective » des pays concernés, évoquant la tradition séculaire du mouvement « fédéraliste ». En effet, durant le « Printemps des peuples », c'est-à-dire durant les révolutions de 1848, Polonais, Roumains, Hongrois, Croates, Serbes, Slovaques et Tchèques, malgré les conflits nationaux, avaient mené une lutte pour la fédéralisation de l'empire des Habsbourg en vue de résoudre les problèmes nationaux. La campagne de presse est-européenne souligne qu'un siècle après, les peuples impliqués « retournent » aux idées « démocratiques » de la révolution de 1848.

Les peuples libérés de la vallée danubienne corrigent leurs fautes séculaires afin d'arriver à l'unité danubienne, rêve de nos meilleurs politiciens. La coopération hungaro-yougoslave, hungaro-roumaine, hungaro-bulgare et hungaro-polonaise, et l'approfondissement de ce processus sont le couronnement de nos efforts communs. Vu l'aboutissement de ces efforts, nous espérons la victoire des idées de 1848, dans la vallée danubienne <sup>41</sup>.

La « victoire des idées de 1848 » a été liée d'une manière organique au système de traités existants entre les pays de l'Est. Sans tenir compte des traités de coopération culturelle entre pays voisins dès 1945, les traités (indiqués en page suivante) ont été conclus entre 1946 et 1949.

L'Union soviétique suit avec retard l'initiative des pays de l'Est, et avec le coup de Prague, en février 1948, accélère la soviétisation de ces pays en dépit de l'existence du système de traités dirigé contre l'Allemagne. L'Union soviétique, militairement, politiquement présente dans cette région, avait-elle besoin de se tourner contre plusieurs leaders et groupes communistes est-européens installés au pouvoir ?

Pour répondre à cette question, il convient de souligner avec insistance que certains leaders communistes, tels qu'Imre Nagy, Tito, Dimitrov ou Rajk, considéraient ce système des traités comme une étape « nécessaire » mais « transitoire » vers l'établissement des structures fédératives. Ce qui importe ici, ce n'est pas

40. Au sujet de la déclaration du maréchal TRTO, *Szabad Nép*, le 10 décembre 1947 ; la déclaration de I. VAJDA, *Népszava*, le 29 novembre 1947, et *Magyar Szó*, Novi-Sad, le 29 novembre 1947.

41. *Magyar Szemle*, le 18 janvier 1948. Au sujet de la « victoire des idées de 1848 », il est utile d'évoquer la « conférence fédéraliste » du 18 et du 19 mai 1949, convoquée par le prince A. J. Czartoryski à Paris. Voir, à ce sujet, R. WIERER, *op. cit.*, pp. 24-50, et qu'il soit permis de mentionner l'étude consacrée à cette question : P. PILISI, « Einigungsbestrebungen in Südosteuropa in den Revolutionsjahren 1848/49 », *Südost-Forschungen*, Südost-Institut, München, 1976, vol. XXV, pp. 97-109.

*Traités d'alliances et de coopération entre les pays de l'Est*


---

Pologne–Yougoslavie	(mars 1946)
Yougoslavie–Tchécoslovaquie	(mai 1946)
Yougoslavie–Albanie	(juillet 1946)
Pologne–Tchécoslovaquie	(mars 1947)
Yougoslavie–Bulgarie	(novembre 1947)
Hongrie–Yougoslavie	(décembre 1947)
Roumanie–Yougoslavie	(décembre 1947)
Bulgarie–Albanie	(décembre 1947)
Bulgarie–Roumanie	(janvier 1948)
Hongrie–Roumanie	(janvier 1948)
Hongrie–Pologne	(juin 1948)
Pologne–Bulgarie	(mai 1948)
Pologne–Roumanie	(juillet 1948)
Tchécoslovaquie–Bulgarie	(avril 1948)
Tchécoslovaquie–Roumanie	(juillet 1948)
Hongrie–Tchécoslovaquie	(avril 1949) <sup>42</sup>

---

la perception de Staline des efforts est-européens mais bien l'interprétation propre de ceux-ci par les leaders communistes de l'Est dans le contexte de l'époque.

En effet, les initiatives des leaders communistes dépassent largement celles des autres partis politiques. Dimitrov, Tito et Nagy seront les premiers à vouloir précipiter le processus de fédéralisation. Dimitrov et Tito, utilisant un prestige acquis au cours de la guerre et de l'après-guerre, sont devenus de véritables promoteurs de l'unité. Imre Nagy, ministre hongrois, de retour d'Union soviétique, se consacre en premier lieu à la question de la confédération danubienne. Son collègue, le ministre de l'Intérieur, Laszlo Rajk, ami personnel de Tito, ancien de la guerre civile d'Espagne, lui apporte un appui précieux. Nagy arrive à la conclusion qu'à cause de la proximité géographique, d'une part, et de l'existence des problèmes d'ordre socio-politique et économique, d'autre part, la coopération serrée parmi les pays de l'Est, en raison de leur « interdépendance », n'est pas seulement utile, mais « nécessaire ».

Les petites démocraties populaires, du point de vue économique, ne sont capables de se tenir et de conserver leur indépendance qu'à condition de s'appuyer les unes les autres sur l'économie démocratique. L'idée n'est pas nouvelle. Les perspectives de la coopération danubienne se sont développées chez Kossuth <sup>43</sup>, dans ses projets de « Confédération danubienne », conformément aux circonstances antérieures. Le projet est, de toute façon, un plan remanié. La victoire des démocraties populaires

42. Voir le chapitre intitulé : « Traités d'alliances et projet de fédération balkanique », de F. FEJTŐ, *op. cit.*, pp. 198–203.

43. Lajos KOSSUTH (1802–1894), homme d'État hongrois, chef de la révolution hongroise et de la guerre d'indépendance de 1848–1849 contre l'Autriche, auteur du projet de la « Confédération danubienne », prévoyant la réunion de toutes les nations non germaniques de la vallée danubienne au sein d'un État confédéral.

et le rôle de la classe ouvrière, vers cette conception économique et politique, tout le long du Danube, assurent les conditions de réalisation <sup>44</sup>.

Dans cette perspective, les actions et les visites officielles s'intensifient et les leaders communistes balkaniques prennent l'initiative. De décembre 1947 à janvier 1948, le maréchal Tito et Dimitrov poursuivent des visites officielles. À l'issue des pourparlers yougoslavo-bulgaro-roumains du 17 janvier 1948, le leader communiste bulgare Dimitrov affirme à Bucarest la ferme volonté des trois États impliqués d'établir l'union douanière entre eux.

Nous allons coordonner nos plans économiques et élargir les échanges commerciaux de nos États à un niveau international ; préparons et réalisons l'union douanière et parlons-en avec assurance et consciemment <sup>45</sup>.

En même temps que Dimitrov poursuit ses entretiens avec les leaders communistes roumains, le représentant du gouvernement roumain, Petru Groza, arrive à Budapest. Son but est de tenir une conférence avec les membres du gouvernement hongrois au sujet de leur participation dans l'union douanière. Un article de fond de la revue de politique internationale, *Politika*, intitulé : « Les questions du sort de la vallée danubienne », interprète la position des pays impliqués de la manière suivante :

De nos jours, ces visites sont l'indication d'une grande transformation sociale et internationale de la solidarité des peuples de la vallée danubienne. C'est la première fois qu'une grande puissance (Union soviétique, P.P.), se développant à l'insu de ces petits États de l'Europe de l'Est, n'utilise pas ces peuples dans un but expansionniste, mais s'applique à les réunir dans une unité solidaire <sup>46</sup>.

Il est cependant fort bien connu que la formation de l'union douanière et d'une confédération danubienne et balkanique, dans l'esprit des leaders communistes et des gouvernements, fut envisagée sans la participation formelle de l'Union soviétique.

44. I. NAGY, « Dunavölgyi agrárproblémák » (« Problèmes agraires de la vallée danubienne »), *Közgazdaság*, le 30 mars 1947. Il convient de souligner que le processus de déstalinisation a été perçu dans la plupart des pays de l'Est comme une réelle possibilité de retour aux idées socialistes de la période d'après-guerre. C'est ainsi que le courant réformiste en Hongrie, dirigé par le leader communiste Imre Nagy, va réhabiliter l'esprit socialiste des années 1947-1948 et la révolution hongroise de 1956 en sera l'héritière. Voir notre article : P. PILISI, « La révolution hongroise de 1956 et l'idée de la « Confédération danubienne » » (suivi d'un commentaire du professeur G. C. KUNN), *Canadian-American Review of Hungarian Studies*, vol. III, n° 2, automne 1976, pp. 125-137.

45. *Pravda*, le 23 janvier 1948. En juillet 1947, les délégations des gouvernements bulgare et yougoslave se réunissent à Bled en vue de préciser le projet de l'union douanière. Quelques mois plus tard, le communiqué bulgare-yougoslave de Varna, en novembre 1947, affirme que ces deux pays vont élaborer en commun les projets et les plans économiques en fonction de l'union douanière. Cf. *Magyar Szó*, Novi-Sad, le 29 novembre 1947. Concernant le « protocole de Beld », cf. *Journal of Central European Affairs*, janvier 1948, vol. VII, pp. 416-417.

46. *Politika*, le 24 janvier 1948.

La réalisation des projets de fédération, envisagés par les pays de l'Est se heurte à la volonté de l'Union soviétique. Dans la conception des dirigeants communistes est-européens, l'unité socialiste des pays concernés est destinée en premier lieu à défendre les intérêts collectifs de ces petits États face au monde capitaliste. Comme le notait le correspondant de l'Agence France-Presse à Belgrade, cette fédération pourrait prendre « un cours propre en raison des intérêts et des caractères particuliers » en fonction des objectifs poursuivis. À la lumière des événements hongrois de 1956 et ceux de Tchécoslovaquie en 1968, C. H. d'Encausse remarque à juste titre que Staline avait perçu « plus clairement » les « inconvénients » d'une telle fédération au cas où elle s'affirmerait non seulement face à l'Occident mais aussi contre l'Union soviétique <sup>47</sup>.

Tandis que la *Pravda* publie, le 23 janvier 1948, la déclaration de Dimitrov sur la fédération, cinq jours plus tard le même journal officiel du Comité central du parti soviétique interprète le « veto » de Staline :

La rédaction de la *Pravda* considère que la fédération ou la confédération machinée et l'union douanière ne sont pas des problèmes essentiels pour ces pays... <sup>48</sup>

À la suite de cette mise au point soviétique, Zorin, vice-ministre des Affaires étrangères de l'URSS et ancien ambassadeur à Prague, arrive dans la capitale tchécoslovaque et, dans trois jours, le « Coup de Prague » donne le signal de la prise du pouvoir pour les partis communistes. Le conflit soviéto-yougoslave éclate au grand jour le 18 mars 1948 quand le gouvernement soviétique rappelle tous ses conseillers de Yougoslavie. Les partis communistes est-européens, après avoir éliminé les autres partis politiques, entreprennent des actions contre les leaders communistes, partisans de la coopération et de la fédération. Les leaders communistes pro-soviétiques, revenus de Moscou, tels que Rákosi, Gerö, Révai et Vas en Hongrie, se trouvant à la tête du parti et de l'État, éliminent immédiatement deux ministres dont le ministre des Affaires étrangères et Imre Nagy, devenus professeurs d'université. Z. Szántó, ambassadeur de Hongrie à Belgrade, fédéraliste convaincu, est destitué de sa position. Le communiste bulgare Kostov, membre du parti communiste depuis 1919, considéré avec Dimitrov comme le partisan « zélé » de la Fédération balkanique, sera arrêté et condamné à mort au cours de son procès en 1949. L'élimination des communistes polonais, tels que Gomulka et Kliszko, trouvait sa raison aussi dans leur perception des « relations », d'une part, entre les démocraties populaires et entre celles-ci et l'Union soviétique, d'autre part. Malgré l'engagement des leaders communistes et du gouvernement roumain envers la fédération, ils effectuaient une volte-face et les purges tardives ont été dirigées contre les communistes d'origines hongroise et juive. À l'époque, les milieux communistes est-européens regardaient la Roumanie comme la « dix-septième république » soviétique.

47. Cf. : Information et Documentation, *A.F.P.*, 24 janvier 1948, cité par F. FEJTŐ, *op. cit.*, pp. 202-203, et H. C. D'ENCAUSSE, « Les réalités contre l'idéologie. Classes et nations dans l'Europe socialiste », *Revue française de science politique*, février 1969, p. 18.

48. *Pravda*, le 28 janvier 1948.



En Hongrie, László Rajk, ministre de l'Intérieur en 1947–1948 et ministre des Affaires extérieures dès l'automne 1948 jusqu'à son arrestation en mai 1949, sera exécuté pour ses activités fédéralistes. À la suite de l'arrestation de László Rajk, Paul de Auer, figure illustre du mouvement de l'unité est-européenne, ambassadeur de Hongrie à Paris, donne sa démission. Son successeur, le comte Mihály Károlyi, partisan des États-Unis danubiens et président de la République de Hongrie en 1918–1919, fait de même à la suite du procès de Rajk en septembre 1949. Le philosophe marxiste G. Lukács sera condamné au silence et écarté de toute activité publique.

Toutefois, le procès Rajk en 1949 n'était pas seulement le premier procès spectaculaire, à l'Est, évoquant les grands procès soviétiques des années trente, mais aussi une condamnation du concept de la coopération et du fédéralisme des peuples concernés par l'Union soviétique<sup>49</sup>.

#### V – QUELQUES ASPECTS DU PROCÈS RAJK EN FONCTION DE L'UNITÉ EST-EUROPÉENNE

Les principaux accusés du procès Rajk en 1949 sont les membres de la résistance et du parti communiste hongrois. László Rajk, ancien volontaire de la guerre civile d'Espagne, connu par les brigades internationales sous le pseudonyme de « Pedro rouge », leader du parti communiste clandestin et de la résistance, était engagé à l'idée de la coopération et de la fédération danubienne. Il avait des contacts élargis avec les mouvements de la résistance dans les pays voisins.

En décembre 1946, à l'occasion du Congrès des volontaires de la guerre civile d'Espagne, tenu à Paris, Rajk accorde une attention particulière à l'unité des peuples danubiens. Pour les délégués est-européens des anciens de l'Espagne, il organise une « conférence danubienne » à la Maison de Hongrie à Paris. Dans son discours qui dure deux heures, il évoque la « tradition progressiste » des pays danubiens, insistant sur l'actualité pertinente de cette tradition<sup>50</sup>.

Le lieutenant-général György Pálffy, devenu l'inspecteur de l'armée jusqu'à son arrestation avec Rajk, un des dirigeants du mouvement de la résistance, représentant de la Hongrie aux congrès des partisans tenus respectivement en décembre 1945 à Rome et en mai 1947 à Paris, s'engage pour les mêmes idées. À l'occasion du congrès à Rome, l'établissement d'une « Confédération socialiste » est envisagé par les représentants yougoslaves et hongrois. Ce projet, qui a connu un développement et une tentative d'application en 1947–1948, constitue un acte d'accusation contre le lieutenant-général Pálffy au cours du procès de Rajk. Devant les participants du congrès à Paris, Pálffy réaffirme que la Hongrie s'efforce de

49. À notre connaissance il n'existe aucune contribution concernant le procès Rajk relié à la Fédération projetée entre 1944 et 1948.

50. Cf. *Szabad Nép*, le 3 décembre 1946, et *Magyar Szemle*, le 12 janvier 1947.

réaliser l'œuvre de László Teleki <sup>51</sup>, représentant du gouvernement révolutionnaire hongrois à Paris en 1848–1849. Le lieutenant-général Pálffy, se référant à la politique de son gouvernement, confirme l'actualité des efforts fédéralistes des peuples est-européens.

Les représentants de la République hongroise à Paris s'efforcent de nos jours de réaliser l'idéal de László Teleki, représentant de la première République hongroise en France <sup>52</sup>.

En août 1948, László Rajk est destitué de son poste de ministre de l'Intérieur pour devenir ministre des Affaires étrangères jusqu'à son arrestation le 30 mai 1949. Le lieutenant-général Pálffy et Rajk, comme leurs « complices », seront accusés de conspiration et « haute trahison » contre l'État. Le « procès Rajk » est organisé d'une manière spectaculaire pendant l'été 1949 et signale l'ouverture de procès semblables dans les autres pays de l'Est. Il est certain que le procès Rajk est étroitement lié aux efforts unionistes des pays impliqués. Seul l'engagement des accusés vis-à-vis de la confédération dut être prouvé au cours du procès sur base de documents et témoignages authentiques.

Rajk, en tant que ministre de l'Intérieur, organise la police et le service de renseignements hongrois dont les postes clés avaient été occupés par les amis sûrs, anciens de la guerre civile d'Espagne. L'ami personnel de Rajk, le lieutenant-général Pálffy, inspecteur de l'armée, avait un réseau d'information au sein de l'armée, composé d'officiers hongrois expérimentés d'Espagne. Les leaders des partis collaborateurs au sein de la résistance, tels que Béla Kovács, secrétaire général du parti des petits propriétaires, membre de la coalition gouvernementale après la guerre, ne seront pas arrêtés par la police hongroise, mais par les forces d'occupation soviétiques. Après son arrestation, le 24 avril 1947, le ministre Béla Kovács fut déporté en Union soviétique pour revenir dans son pays vers la fin des années soixante. Le secrétaire général de la Croix-Rouge de Hongrie, Áron

51. László TELEKI (comte) (1811–1861), représentant du gouvernement révolutionnaire hongrois en 1848–1849 à Paris, avec le prince polonais A. J. Czartoryski, s'efforça de transformer la monarchie des Habsbourg et la Hongrie en une confédération. Cf. Lettres du comte Teleki du 7 mars 1849 et du 14 mai 1849 au prince Czartoryski et à Kossuth, gouverneur de la Hongrie, au sujet de la « Confédération », dans *Teleki László válogott munkái (Œuvres choisis de László Teleki)*, par G. G. KEMÉNY, Budapest, Szépirodalmi könyvkiadó, 1961, vol. II, pp. 21–29.

52. *Magyar Szemle*, le 4 mai 1947. Parmi les représentants se trouvaient Paul de Auer et le comte M. Károlyi (ancien président de la Première république de Hongrie en 1918–1919, partisan des « États-Unis danubiens »), diplomate dans la période après-guerre, qui confirme à nouveau son engagement à l'égard de la confédération danubienne : « Pour ces pays, ne comptant que neuf millions d'âmes, la coopération avec les peuples voisins est une question vitale. En pour cela, il est nécessaire d'harmoniser nos projets et de suivre une seule voie. À mon avis – déclare le diplomate –, l'adhésion de l'Autriche est souhaitable ». (Cette déclaration de Károlyi concernant les projets du fédéralisme avait été publiée par le quotidien du parti communiste hongrois : cf. *Szabad Nép*, le 3 décembre 1946.)

Gábor<sup>53</sup>, établissant une liste des déportés hongrois par les Soviétiques, sera arrêté non par la police hongroise mais par les forces d'occupation.

L'ami personnel de Rajk, le leader illustre du parti des petits propriétaires et de la résistance, André Bajcsy-Zsilinszky, après s'être opposé par les armes à la police militaire allemande, sera exécuté le 24 décembre 1944. Rajk était cofondateur avec Bajcsy-Zsilinszky du « Front de mars » et du « Comité mémorial historique », organisation antifasciste, créés respectivement en 1939 et 1942. L'activité politique et le mode de vie de Bajcsy-Zsilinszky ont influencé d'une manière décisive la politique danubienne de Rajk, devenu après la guerre ministre de l'Intérieur et des Affaires étrangères. La pierre angulaire de la politique danubienne de Bajcsy-Zsilinszky avait été basée sur la coopération et la fédération danubienne.

Je considère impossible chaque projet danubien s'il n'est basé sur la coopération hungaro-yougoslave<sup>54</sup>.

Il est à souligner que dans les pays de l'Est, à côté de la police, il existait un réseau policier soviétique relié directement à Moscou. Dans les pays de tradition révolutionnaire comme la Pologne et la Hongrie, l'Union soviétique place ses hommes à la tête de l'armée et de la police. En Hongrie, l'élimination de Rajk du poste de ministre de l'Intérieur et celui du lieutenant-général Pálffy, inspecteur de l'armée hongroise, et leur remplacement par les hommes de Moscou est apparu comme une mesure satisfaisante pour assurer l'exécution des ordres de Staline. En Pologne, suite à l'élimination de Gomulka en 1948-1949, Staline fait nommer un citoyen russe, le général Rokossovski, ministre de la Défense et, dans les faits, chef suprême du parti et de l'État polonais. En Hongrie, dans la fièvre nationaliste du centenaire de la révolution hongroise de 1848, opprimée par la Russie, une nomination pareille était impossible. Il restait à éliminer les personnes auxquelles la police et l'armée témoignaient d'une fidélité presque inconditionnelle.

Il convient de souligner que la cause immédiate du conflit soviéto-yougoslave avait été lié au fait que Tito interdisait aux fonctionnaires yougoslaves de communiquer des informations importantes aux « conseillers soviétiques ». Le 19 mars 1948, le chargé d'affaires soviétique à Belgrade, Armianiov, considérait, au nom de son gouvernement, comme « particulièrement blessants » les ordres de Tito.

Rajk, ami de Tito, était-il renseigné sur les agissements de la police soviétique dans les pays de l'Est, et particulièrement en Yougoslavie et en Hongrie ?

53. M. Aron Gabor m'a confié au cours d'une entrevue que la Croix-Rouge de Hongrie, dans le ramassage des papiers d'identité, lâchés par les déportés vers l'URSS, utilisait les adultes. Quand les gardes soviétiques, postés entre les wagons, ouvraient le feu sur les adultes, ils étaient contraints à utiliser les enfants. Il fut arrêté au moment où la liste dépassait le chiffre de plus de 500 000 déportés. Il a passé 18 ans en URSS.

54. E. BAJCSY-ZSILINSKY, *Helyünk és sorsunk Európában (Notre place est destinée en Europe)*, Budapest, Gergely, 1941, p. 18. (À la première page de son livre, il présente au lecteur une carte géographique représentant la Hongrie et la Yougoslavie unies.)

Selon l'acte d'accusation, l'action du lieutenant-général Pálffy impliquait « l'élimination des leaders communistes fidèles à l'Union soviétique et l'établissement sur le plan politique d'une fédération d'États <sup>55</sup> ». Selon le même document, le lieutenant-général Pálffy était informé de la tâche des conseillers soviétiques et de la « situation générale » par son propre réseau d'information. Mais ne s'agit-il pas de la découverte d'un réseau d'information soviétique à l'intérieur du service de renseignements hongrois dirigé par Pálffy et Rajk ?

L'accusé principal, László Rajk, déclare au sujet de la Fédération :

Le ministre de l'Intérieur yougoslave, Rankovic, m'a dit sans ambages que les États de démocraties populaires doivent former une unité <sup>56</sup>.

Le lieutenant-général Pálffy, l'un des principaux accusés, avoue devant le tribunal du peuple, qu'à l'occasion des rencontres des partisans antifascistes à Rome au mois de décembre 1945, l'union des peuples danubiens a été mise en question.

Nedelkovic m'a énuméré les États prévus comme membres de la Fédération balkanique : la Hongrie, la Bulgarie, l'Albanie et la Yougoslavie <sup>57</sup>.

Le procès révèle que plusieurs collaborateurs de Tito avaient fait connaissance de Rajk durant la guerre civile d'Espagne. Rajk a avoué au cours du procès qu'après une rencontre secrète avec le ministre de l'Intérieur yougoslave Rankovic, ils étaient d'accord pour organiser un coup d'État contre Rákosi, surnommé le « petit Staline », premier secrétaire du parti communiste hongrois. Par l'élimination de Rákosi, serviteur inconditionnel de Staline, Rajk et Tito, par la participation des unités yougoslaves, de l'armée et de la police hongroise, placées sous les ordres de Pálffy et de Tito, voulaient créer une Fédération en vue de « soustraire » les petits pays à l'influence et à la domination soviétiques. Dans l'acte d'accusation, le juge du tribunal du peuple affirme que pour réaliser ces objectifs, « László Rajk se déclare disposé à exécuter les ordres de Tito <sup>58</sup> ».

Le verdict prononcé par le tribunal du peuple de Budapest le 22 septembre 1949 a condamné László Rajk et ses quatre « complices » à la peine de mort. Le lieutenant-général Pálffy et son adjoint Korondi ont été également condamnés à mort pour le même motif. Deux autres accusés, le Yougoslave Brankov et le

55. « László Rajk et ses complices devant le tribunal du peuple », Budapest (s.d.), p. 65.

56. *Ibidem*, p. 10.

57. *Ibidem*, p. 115.

58. *Ibidem*, p. 16. Il est important de préciser que Rákosi a toujours été considéré non seulement par la population mais aussi par les leaders communistes comme citoyen soviétique, un étranger. János Kádár, l'actuel premier secrétaire du parti, successeur de son ami Rajk, emprisonné et torturé par le groupe Rákosi, après la mort de ce dernier survenue en Union soviétique vers la fin de la décennie soixante, au nom du peuple hongrois refuse de laisser entrer la dépouille de Rákosi sur le territoire de Hongrie. Il sera enterré comme citoyen soviétique en Urss. Durant la révolution hongroise de 1956, il devait quitter la Hongrie pour vivre en Union soviétique comme pensionné du parti et de l'État soviétiques.

social-démocrate Jusztusz furent condamnés à la réclusion à vie et des peines excessivement sévères ont été prononcées à l'endroit des autres « collaborateurs ».

La condamnation de Rajk a-t-elle été l'affaire d'une seule personne ? Certainement pas. Le procès Rajk était aussi l'élimination forcée des partisans de l'unité socialiste et égalitaire des peuples danubiens et balkaniques. Dans son réquisitoire, le procureur affirme qu'il ne s'agit pas seulement du procès de Rajk mais aussi de celui de Tito et de ses « acolytes ».

Dans le procès de Rajk, dont le scénario avait été écrit par les agents de la police secrète, selon les directives de Staline, seul l'engagement des accusés envers la fédération danubienne et balkanique a été prouvé sur la base de documents et témoignages objectivement authentiques et a servi aux condamnations. Il était suffisant, pour prouver l'engagement de Rajk et de Pálffy envers la fédération, de prendre les textes de leurs discours, soit à Rome, à Paris ou ailleurs, dont les extraits ont été reproduits à l'époque par le quotidien du parti communiste hongrois.

À la lumière de la critique d'objectivité et d'authenticité des témoignages, la seule conclusion qu'on peut tirer de ces documents disponibles est que l'engagement et les actions des principaux accusés pour une fédération danubienne et balkanique furent suffisants pour les condamner à la peine de mort. Il est un fait indéniable : le projet d'une fédération danubienne et balkanique fut considéré comme un « crime de haute trahison » contre l'État<sup>59</sup>.

De toute évidence, la réhabilitation de Rajk à l'été 1956 ne signifiait pas seulement la réhabilitation du leader communiste mais aussi celle de l'unité des pays de l'Est. Le processus de déstalinisation, déclenché par Khrouchtchev lors du XX<sup>e</sup> congrès du parti soviétique, avait été perçu dans la plupart des pays de l'Est de façon originale. Cette déstalinisation, qui ne prévoyait nullement une désatellisation de ces pays, dans la perception des communistes est-européens en vie, représentait une espérance « démocratique » et le retour aux idées de l'après-guerre. Ainsi, en Hongrie, les idées et projets socialistes d'après-guerre seront repris par les leaders communistes éliminés tels que I. Nagy, J. Kádár et G. Lukács. Il n'est pas surprenant de constater que la révolution hongroise de 1956 en matière de politique étrangère se déclare « l'héritière légitime » des efforts unionistes, y compris les tentatives socialistes avortées entre 1944 et 1948.

## VI – LA RÉVOLUTION HONGROISE ET SES ORIENTATIONS EN POLITIQUE ÉTRANGÈRE FACE À L'UNITÉ EST-EUROPÉENNE

Malgré l'existence d'une littérature abondante sur la révolution hongroise de 1956<sup>60</sup>, première contestation armée de la domination soviétique en Europe de

59. Voir « Le procès Rajk et ses suites », dans F. FEJTÖ, *op. cit.*, pp. 263–271.

60. Voir T. ACZEI, *La révolte de l'esprit*, Paris, Gallimard, 1962, et Ch. BERNADA, *L'exécution de Budapest*, Paris, Éd. France E., 1966, et M. J. LASKY, *La révolution hongroise*, Paris, Plon, 1957 et T. MERAY, *Budapest, 1956*, Paris, Laffont, 1966 et M. MOLNAR, *Victoire d'une défaite. Budapest, 1956*, Paris, Fayard, 1969 et F. FEJTÖ, *La tragédie hongroise*, Paris, P. Horay, 1956.

l'Est, dirigée par les communistes authentiques tels que I. Nagy, J. Kádár et G. Lukács entre autres, sa signification régionale et internationale n'est pas mise en relief par la plupart des auteurs.

Durant la révolution hongroise de deux semaines en octobre–novembre 1956, le parti, le gouvernement et les organisations socio-économiques telles que les conseils ouvriers, les parlements estudiantins et la presse libre revendiquaient le retour à l'héritage « progressiste » des peuples est-européens, à la coopération et à l'unité démocratique.

Il est certain que les manifestations fédéralistes de la révolution hongroise représentent un aspect international inconnu de l'événement. En outre, les deux puissances européennes, la France et l'Angleterre, principales responsables de l'avenir politique est-européen dès 1918, profitent de l'événement en vue de reconquérir le canal de Suez, nationalisé par Nasser. La perception de l'attitude de l'Occident, y compris celle des États-Unis, par la population est-européenne face à la révolution hongroise explique en partie la discontinuité de mouvements contestataires mobilisant la population. Le sort de la révolution hongroise avait laissé les traces dans la mémoire des Tchèques et Slovaques pour se limiter à la résistance passive. La politique étrangère roumaine, qui n'était pas possible sans la révolution hongroise de 1956, à la recherche des appuis pour son « indépendance », se tourne progressivement vers la Chine et non vers l'Occident, au risque de devenir une monnaie d'échange entre frères ennemis. La Roumanie, en octobre 1956, par peur de contagion révolutionnaire parmi la minorité hongroise, facilite de façon exemplaire la progression des troupes soviétiques sur son territoire contre la Hongrie révolutionnaire. Imre Nagy y sera exécuté en 1957 ; à titre de récompense, la Roumanie avait obtenu la retraite des troupes soviétiques de son territoire en lui permettant de commencer une révolution diplomatique unique dans les pays de l'Est.

À la veille de la révolution hongroise, Imre Nagy, précurseur du courant réformiste, élabore son programme entre les mois de juin et septembre 1955, dans un « mémorandum » adressé au Comité central du parti. En automne 1955 et au début de 1956, il rédige quatre chapitres complétant ce mémorandum négligé par le Comité central, dirigé par Rakosi.

En matière des relations entre pays socialistes, le mémorandum de Nagy préconise la « coopération étroite » des pays socialistes. Cette coopération « égalitaire » vise en premier lieu à réaliser le resserrement des liens parmi les pays de la région danubienne. Le programme d'une telle coopération régionale, faisant allusion à l'idée de la « Confédération danubienne » de Kossuth, évoque l'idée analogue à celle de Nagy entre 1945 et 1948.

Lajos Kossuth désigne la voie à suivre : la coopération étroite avec les peuples voisins dans le cadre d'une confédération égalitaire entre peuples libres. Il nous faut retourner à ces principes <sup>61</sup>.

61. I. NAGY, *A magyar nép védelmében (Pour la défense du peuple hongrois)* (s.l.), 1957, p. 40.

Il propose de même la « reconsidération » des relations soviéto-hongroises dans un esprit d'amitié et d'égalité. Nagy s'emploie à rétablir également des « relations amicales » avec les pays danubiens et, en premier lieu, avec la Yougoslavie.

Personnellement, je fais la première démarche pour rétablir les relations amicales que nous avons avec la République démocratique de Roumanie car elles nous offrent des avantages mutuels. Dans cette région, il faut aussi rétablir des relations avec la Yougoslavie et effacer les graves erreurs du passé au profit de nouvelles relations amicales. J'ai également fait des efforts à cet égard à travers des contacts avec les autorités yougoslaves<sup>62</sup>.

La popularité d'Imre Nagy et de son programme grandit sans cesse. Le soutien populaire de Nagy et de son programme prend une forme spectaculaire à l'occasion de la réhabilitation et de l'exhumation de László Rajk, leader et ministre communiste exécuté en 1949. Pour Nagy et la grande majorité de la population, ainsi que pour un grand nombre de communistes, la réhabilitation de Rajk signifie en même temps la réhabilitation de ses idées. Imre Nagy affirme ouvertement qu'il faut « retourner à ces principes ». En matière des relations entre pays socialistes, la révolution d'octobre 1956 apparaît comme l'héritière de ce programme.

Le but de la révolution n'a pas été seulement la lutte pour l'indépendance, illusoire en soi, mais surtout l'établissement d'une confédération de peuples libres, celle des peuples de l'Europe centrale et orientale<sup>63</sup>.

La révolution hongroise, pour réaliser les idées unionistes d'après-guerre, conteste avant tout la suprématie de la puissance soviétique dans les pays est-européens. Le philosophe marxiste G. Lukács, ministre du gouvernement révolutionnaire de Nagy, appuie entièrement la politique et le programme est-européen de la révolution. Dans sa déclaration ministérielle faite à la radio le 27 octobre 1956, il affirme que la Hongrie et les pays de l'Est désirent bâtir le socialisme conformément aux « conditions et particularités » des pays. Ces pays refusent de considérer le socialisme comme « une marchandise importée » de l'Union soviétique. Lukács évoque la tradition propre et l'esprit internationaliste de la République des Soviets de Hongrie ainsi que la capacité des communistes des pays socialistes d'avoir une « idée claire » du socialisme<sup>64</sup>.

Imre Nagy, président communiste du gouvernement révolutionnaire, reprend alors ses idées concernant la Confédération danubienne qu'il favorisait déjà entre 1945 et 1947. Il préconise non seulement le rapprochement et la coopération

62. *Ibidem*, pp. 67-68.

63. B. NAGY, « Forradalmunk és a közép-kelet európai föderáció » (« La révolution hongroise et le fédéralisme en Europe centrale et orientale »), *Szemle*, Institut des sciences politiques et sociale Imre Nagy, Bruxelles, octobre 1960, p. 2. Voir H. C. D'ENCAUSSE, « Les conflits internationaux. La fin du mythe unitaire », *Revue française de Science politique*, décembre 1968, p. 1179 et P. HASSNER, « L'Europe de l'Est entre l'Est et l'Europe », *Revue française de Science politique*, février 1969, p. 112.

64. Cf. « A magyar forradalom és a szabadságharc a hazai rádióállomások tükrében 1956 október 23-november 9 » (« La révolution hongroise et la lutte d'indépendance dans le miroir des émissions radiophoniques de Hongrie entre le 23 octobre et le 9 novembre 1956 »), New York, 1957, pp. 22-23.

entre les pays socialistes européens, mais aussi entre ceux-ci et ceux de l'Ouest. Le communiste Imre Nagy confirme que la volonté ferme du peuple révolté est de retirer la Hongrie du COMECON et du Pacte de Varsovie, instruments institutionnels d'intégration économique et politico-militaire des pays socialistes dans l'orbite de l'URSS.

Le « Conseil ouvrier » du centre industriel de Miskolc fait introduire l'engagement des ouvriers face à la Confédération danubienne. L'assemblée générale des ouvriers et étudiants de Miskolc exige du gouvernement d'Imre Nagy d'entrer immédiatement en contact avec les gouvernements et peuples de la région danubienne, en vue d'exposer clairement la politique extérieure du gouvernement révolutionnaire hongrois en Europe de l'Est.

Nous désirerions aussi faire connaître notre position face à la Confédération danubienne. Si nous examinons la question du point de vue de l'avenir, une union entre les pays du bassin danubien devrait être réalisée. La spontanéité et les intérêts tant économiques que culturels d'une telle union devraient être pris en considération. Notre pays veut ainsi devenir le membre fondateur de la « Confédération danubienne » projetée par Kossuth <sup>65</sup>.

affirme le mémorandum de l'assemblée de Miskolc.

Le même programme fédéraliste est adopté par le « Conseil révolutionnaire de la Province de Veszprém ». Dans son mémorandum adressé au Comité des Affaires étrangères du Parlement hongrois, il exige la « reconsidération » des institutions d'intégration des pays socialistes de l'Europe de l'Est, la prise d'initiatives en vue d'établir une « Confédération danubienne » égalitaire <sup>66</sup>.

Dès les premiers jours de la révolution, les « Conseils ouvriers » se constituent à l'échelle locale, provinciale et nationale. Au sein des « Conseils ouvriers » et des organes révolutionnaires, les ouvriers industriels, les étudiants et les intellectuels comme les membres de l'armée jouent le rôle le plus important. Le journal de la capitale, *Liberté hongroise*, se référant aux manifestations, voire revendications de l'idée de la « Confédération danubienne », dans un article de fond souligne l'unanimité du gouvernement et du peuple sur la politique étrangère de la Hongrie en Europe de l'Est.

Oui, la Hongrie, à partir de maintenant, s'efforce d'établir l'héritage de Kossuth, de réaliser la Confédération des peuples danubiens. La réalisation de ce projet historique doit être la pierre angulaire de notre politique extérieure, parce que seule cette voie est susceptible de garantir aux petites nations est-européennes leur indépendance <sup>67</sup>.

À la suite de prises de positions successives de la part du gouvernement révolutionnaire, les Conseils ouvriers, dans les régions frontalières, prennent l'initiative en vue d'informer les populations voisines sur les objectifs de la révolution hongroise. Ainsi, la radio du « Conseil ouvrier » et du « Parlement

65. *Ibidem*, p. 240.

66. Cf. *Veszprém Megyei Népujság*, le 30 octobre 1956.

67. *Magyar Szabadság*, 1<sup>er</sup> novembre 1956.



estudiantin » de Miskolc poursuit ses émissions en hongrois, en roumain et en slovaque, faisant campagne en faveur de la Confédération danubienne, en les invitant à se soulever contre le joug soviétique.

Frères roumains, slaves ! Nous faisons couler notre sang et vous êtes silencieux. Nous avons conscience que vous vivez sous le même despotisme auquel nous tentons de nous évader. Les intérêts étrangers essayent, par des propos mensongers, de vous détourner de nous. Quand nous parlons de la Confédération nous la voulons sous le signe de l'unité démocratique. Nous vous proposons le développement des peuples libres au sein d'une Confédération égalitaire <sup>68</sup>.

Imre Nagy, président du gouvernement révolutionnaire, poursuit une politique sans équivoque à cet égard. Il déclare que l'expérience historique des petits peuples de l'Europe de l'Est prouve que leurs libertés ne peuvent être garanties en les rattachant à l'une ou l'autre puissance. La seule voie, pour ces petits pays, à la lumière du passé et du présent, est de s'unir au sein d'une « Confédération égalitaire ».

À la suite de l'oppression de notre révolution de 1848-1849 (par la Russie, P.P.), Lajos Kossuth interprète la grande leçon historique pour notre pays et désigne la voie à suivre. Aux yeux de Kossuth, la garantie de l'indépendance, de la souveraineté et de l'existence nationale libre du peuple hongrois ne réside pas dans le rattachement du peuple à une grande puissance ou à un groupe de puissances, mais bien dans la coopération serrée avec les peuples voisins, en une Confédération égalitaire de peuples libres <sup>69</sup>.

En relevant les circonstances politiques, il est évident que toute condition préalable à la réalisation d'une Confédération est absente. Malgré cela, le caractère fédéraliste de la révolution hongroise constitue la partie organique des efforts fédéralistes des peuples de l'Europe de l'Est.

L'intervention soviétique en Hongrie en 1956 efface non seulement la révolution mais aussi la renaissance et les possibilités de contagion de l'idée de la Confédération danubienne.

Conscient de l'issue de la lutte armée, le mémorandum du gouvernement hongrois écrit par le ministre d'État, Istvan Bibó, adressé aux pays occidentaux, invite ces derniers à pratiquer une politique étrangère active mais non agressive à l'égard des pays de l'Est. Il serait souhaitable, selon le ministre, que l'Occident constitue pour ces pays une « force d'attraction », sans toutefois contester leur système politique et social.

La révolution hongroise et en général les mouvements de l'Europe de l'Est signifient que le monde occidental ne doit pas adopter une politique agressive basée sur la force mais doit pratiquer une politique active et prendre une initiative positive afin que, sans avoir la volonté de s'imposer, leur système économique et social puisse

68. « La révolution hongroise et la lutte d'indépendance dans le miroir des émissions radio-phoniques de Hongrie entre le 23 octobre et le 9 novembre 1956 », *op. cit.*, pp. 13-14.

69. I. NAGY, *Pour la défense du peuple hongrois*, *op. cit.*, p. 139.

gagner pas à pas les pays de l'Est et finalement l'Union soviétique au profit d'une politique basée sur la liberté et la technique occidentale <sup>70</sup>.

## VII – CONCLUSION

À l'heure de l'intégration européenne, le fédéralisme est-européen et toute la problématique qu'il implique sont liés à la grande question de l'unité et de la désintégration du vieux continent.

Le fédéralisme est-européen, comme le nationalisme d'ailleurs, représente plus que le socialisme, un courant d'idées et d'efforts constants qui, sans tenir compte des idéologies des régimes politiques sur place, se manifeste tout au long des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles avec des objectifs bien précis.

Le fédéralisme en Europe de l'Est devait toujours tenir compte de deux préoccupations majeures : comment résoudre les problèmes nationaux et étatiques à l'intérieur des structures fédératives ? et comment assurer aux petites nations, dont leur « indépendance » en soi a toujours été illusoire, une indépendance collective viable face à la double pression de l'Ouest et de l'Est ?

Dans cette partie du vieux continent, les réponses ou l'absence de réponses à ces questions, entre autres, déterminaient en fait la configuration et par conséquent l'avenir politique de l'Europe de l'Est, tenant compte de la volonté des puissances directement intéressées.

Après la dissolution de l'Autriche-Hongrie, décidée par les puissances victorieuses, cette partie de l'Europe est devenue à tour de rôle cordon sanitaire, ensuite *hinterland* pour l'Allemagne hitlérienne et, ci-après, un avant-poste de l'URSS vis-à-vis de l'Europe occidentale. L'Europe de l'Est se transforme en objet plutôt qu'en sujet des relations internationales.

À l'époque de l'intégration européenne, le fédéralisme en Europe de l'Est constitue non seulement un héritage en tat d'exploration, mais aussi une utilité certaine pour les efforts en Occident comme en Europe de l'Est.

Il est généralement admis que la science politique étudie ce qui est et non ce qui était ou devra être. Sur les leçons du fédéralisme est-européen il n'est pas sans intérêt de souligner avec insistance la phrase célèbre du philosophe américain d'origine espagnole, George Santayana : « Ceux qui n'ont pas appris de l'histoire, méritent que l'histoire se répète. »

70. I. BIBÓ, *Harmadik út (La troisième voie)*, Londres, Magyar Könyves Céh, 1960, p. 311, en 1956, et secrétaire d'État en 1946, I. Bibó était un militant de la Confédération danubienne. Dans son ouvrage paru en 1946, sur « La misère des pays de l'Est », il expose, à la lumière de l'expérience historique commune, les raisons politiques et socio-économiques et culturelles qui recommandent l'unité des pays de l'Est. Cf. I. BIBÓ, *A keleteurópai kisállamok nyomorúsága (La misère des petits pays de l'Europe de l'Est)*, Budapest, Új Magyarország, 1946, pp. 18-31.